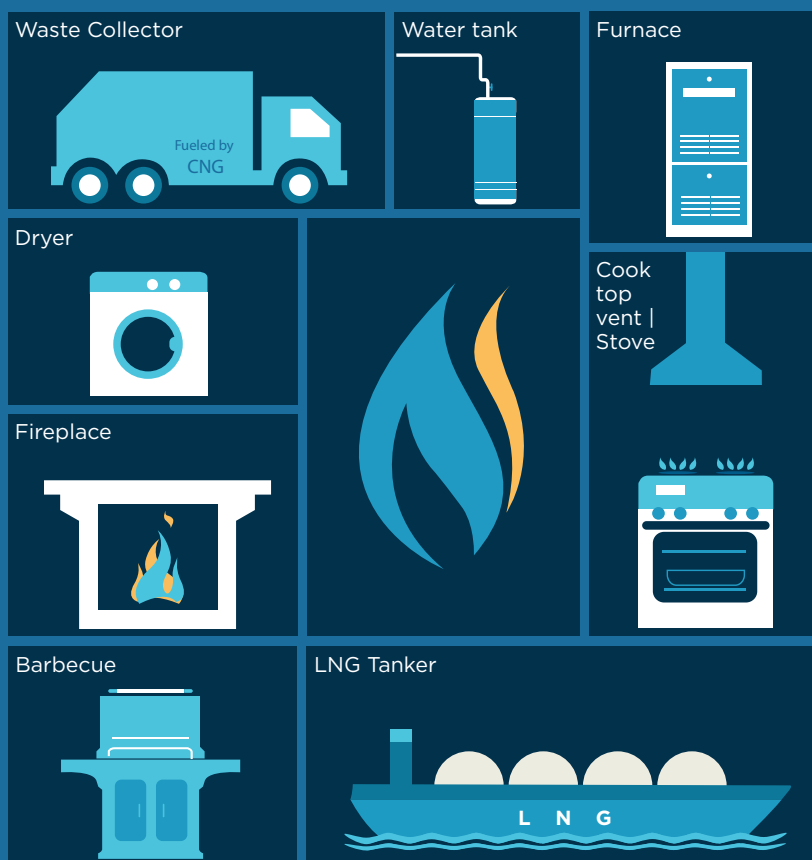


ENERGY | ÉNERGIE

INFORMATION, INSIGHT, AND PERSPECTIVE ON ENERGY

INFORMATION, APERÇU ET POINT DE VUE SUR L'ÉNERGIE



Canadian Resource Caution or Complacency?

Prudence ou complaisance à l'égard des ressources canadiennes?

A look at the Economic, Social and Environmental Features of the LNG Market in British Columbia

Un aperçu des fonctions économiques, sociales et environnementales du marché du GNL en Colombie-Britannique

Advancing British Columbia's Natural Gas Market Opportunities - An Interview with Michael Mulcahy, President and CEO of FortisBC

Promouvoir les opportunités du marché du gaz naturel en Colombie-Britannique - Une entrevue avec Michael Mulcahy, président et chef de la direction de FortisBC

The Commentators: What do you Think the Strategy Should Look Like?

Les analystes : À quoi, selon vous, cette stratégie devrait-elle ressembler?

An Interview with Natural Resources Minister, the Honourable Jim Carr

Entrevue avec le ministre des Ressources naturelles, l'honorable Jim Carr



**KNOW WHAT'S
BELOW.**

ClickBeforeYouDig.com

 **Mark's**



39

An Interview with Natural Resources Minister, the Honourable Jim Carr
 Entrevue avec le ministre des Ressources naturelles, l'honorable Jim Carr

CONTENT | CONTENU

- | | |
|---|--|
| <p>5 FROM THE EDITOR DU RÉDACTEUR EN CHEF
 A Message from Timothy M. Egan
 Un message de Timothy M. Egan</p> <p>6 FACTS AND DEVELOPMENTS FAITS ET PROGRÈS</p> <p>9 USA ÉTATS-UNIS
 Canadian Resource Caution or Complacency?
 Prudence ou complaisance à l'égard des ressources canadiennes?</p> <p>17 PROFIL: INDUSTRY LEADER PROFILE: CHEF DE FILE DE L'INDUSTRIE
 A look at the Economic, Social and Environmental Features of the LNG Market in British Columbia
 Un aperçue des fonctions économiques, sociales et environnementales du marché du GNL en Colombie-Britannique</p> <p>24 PROFIL: INDUSTRY LEADER PROFILE: CHEF DE FILE DE L'INDUSTRIE
 Advancing British Columbia's Natural Gas Market Opportunities - An Interview with Michael Mulcahy, President and CEO of FortisBC
 Promouvoir les opportunités du marché du gaz naturel en Colombie-Britannique - Une entrevue avec Michael Mulcahy, président et chef de la direction de FortisBC</p> | <p>31 THE COMMENTATORS LES ANALYSTES
 What do you Think the Strategy Should Look Like?
 À quoi, selon vous, cette stratégie devrait-elle ressembler?</p> <p>39 POLITICAL POLITIQUE
 An Interview with Natural Resources Minister, the Honourable Jim Carr
 Entrevue avec le ministre des Ressources naturelles, l'honorable Jim Carr</p> <p>46 COMMUNITY ENGAGEMENT ACTIVITÉ COMMUNAUTAIRE
 Enbridge Gas Distribution gives back at Winterlude
 Enbridge Gas Distribution fait des dons au Bal de Neige</p> <p>48 COMMUNITY ENGAGEMENT ACTIVITÉ COMMUNAUTAIRE
 Goals for KidSport - A Winning Combination for All
 Goals For KidSport - Une combinaison gagnante pour tous</p> <p>50 LEISURE LOISIR
 Connecting Communities - Maze
 Brancher les collectivités - Labyrinthe</p> |
|---|--|

Solution on page 16
 Solution à la page 16



ENERGY REGULATION QUARTERLY

A forum for discussion and debate on issues affecting regulated energy industries

Available at www.energyregulationquarterly.ca

PUBLICATION TRIMESTRIELLE SUR LA RÈGLEMENTATION DE L'ÉNERGIE

Un forum pour discuter et débattre des questions touchant les industries réglementées du secteur de l'énergie.

Disponible au www.energyregulationquarterly.ca

Edited and produced by the Canadian Gas Association | Édité et produit par
l'Association canadienne du gaz

350 Sparks Street, Suite 809
Ottawa, ON, K1R 7S8
Canada
613.748.0057
www.cga.ca
www.energymag.ca

350 rue Sparks, bureau 809
Ottawa, ON, K1R 7S8
Canada
613.748.0057
www.cga.ca
www.energiemag.ca

Editor
Rédacteur en chef
Timothy Egan

Deputy Editor
Rédactrice en chef adjointe
Paula Dunlop

Art Director
Directrice artistique
Jessica Ibrahim

Sub-editor
Secrétaire de rédaction
Annik Aubry

To inquire about advertising in *Energy*, contact aubry@cga.ca | Pour en savoir
davantage sur nos services publicitaire, contactez aubry@cga.ca



Timothy M. Egan

President | CEO
Canadian Gas Association

Président | Chef de la direction
Association canadienne du gaz

Welcome to the first ENERGY issue of 2016! Since our last publication in 2015, the environment and the economy nexus has gained greater public attention. For us, it highlights even more the importance of natural gas as a clean and affordable energy solution for Canadians. In the pages that follow, we have an interview with the Honourable Jim Carr, the new Minister of Natural Resources Canada, where he provides his views on the important energy issues facing Canada today. From there, we go on to look at British Columbia's fast growing liquefied natural gas (LNG) industry as Diane Francis' interviews David Keane, President of the British Columbia LNG Alliance. With BC still front and centre we take a closer look at a successful LNG operator, FortisBC, and interview the company's President and CEO, Michael Mulcahy, about the role of natural gas in the province and how the company has become a leader in market development for the natural gas distribution industry. Turning to the U.S., our resident Canadianist, Christopher Sands gives his perspective on Canadians' attitudes toward energy and resource development. And as always, our political commentators offer their views on issues that matter to our readers, this time commenting on what a national climate strategy should look like given the Prime Minister's commitment at COP21. Finally, and new to this year's lineup, we are happy to feature the invaluable work by utility employees at the community level. 2016 promises to be an exciting time for energy in Canada. The articles that follow offer a glimpse into that, with (as always) a particular perspective on the role of natural gas. May you all have lots of ENERGY!

Bienvenue à la première parution d'ÉNERGIE de l'année 2016! Depuis notre dernière publication en 2015, un nouveau gouvernement fédéral a été élu, et le lien entre l'économie et l'environnement a fait l'objet d'une attention toujours plus grande dans l'opinion publique. Pour nous, cette préoccupation confirme plus que jamais l'importance du gaz naturel en tant que solution d'énergie propre et abordable pour les Canadiens. Dans les pages qui suivent, nous publions une entrevue avec l'honorable Jim Carr, nouveau ministre des Ressources naturelles du Canada, qui nous donne son opinion sur les enjeux énergétiques importants auxquels fait face le Canada. Nous brossons ensuite un tableau de l'industrie du gaz naturel liquéfié (GNL) de la Colombie-Britannique, en pleine ascension, dans une entrevue entre Diane Francis et David Keane, président de la British Columbia LNG Alliance. Toujours en Colombie-Britannique, nous examinons de plus près un distributeur de GNL florissant, FortisBC, dans une entrevue avec le président et chef de la direction de cette entreprise, Michael Mulcahy. Il y aborde le rôle du gaz naturel dans la province et la façon dont l'entreprise est devenue un chef de file dans le développement du marché de la distribution. En ce qui concerne les États-Unis, notre « canadianiste » attitré Christopher Sands donne son point de vue sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'énergie et de l'exploitation des ressources. Et comme toujours, nos commentateurs politiques offrent leurs points de vue sur les questions qui intéressent nos lecteurs, cette fois en décrivant ce à quoi devrait ressembler une stratégie nationale sur le climat compte tenu des engagements pris par le premier ministre à la conférence COP21. Et pour conclure, dans une toute nouvelle rubrique, nous sommes heureux de saluer le travail communautaire inestimable des employés des services publics de gaz. Deux mille seize promet d'être une année passionnante pour le secteur de l'énergie au Canada. Les articles qui suivent en donnent un aperçu, avec (comme toujours) un point de vue particulier sur le rôle du gaz naturel. Puissiez-vous tous avoir beaucoup d'ÉNERGIE!



CUSTOMERS’ INVOLVEMENT IN SAFETY

While multiple safeguards are in place, natural gas utilities remind customers to:

- Maintain gas appliances and fuel lines
- Obtain locates before any excavation project
- Report the smell of natural gas immediately
- Be attentive to safety communications provided by utilities

PARTICIPATION DES CLIENTS DANS LA SÉCURITÉ

Bien que de multiples mesures de protection soient en place, les services publics de gaz naturel rappellent aux clients de faire ce qui suit :

- Entretenir les appareils au gaz et les conduites d’alimentation
- Obtenir les emplacements de conduites avant tout projet d’excavation
- Signaler immédiatement toute odeur de gaz naturel
- Être attentif aux communications relatives à la sécurité envoyées par les services publics

PIPELINE SAFETY: Natural gas distribution companies are committed to the safe, reliable and resilient supply of natural gas to energy customers across Canada. Natural gas pipelines, which transports one-third of the energy consumed in the country are an essential part of the nation’s infrastructure.

SÉCURITÉ DU PIPELINE : Les sociétés de distribution de gaz naturel sont engagées à fournir un approvisionnement en gaz naturel sécuritaire, fiable et durable aux clients énergétiques du Canada. Les pipelines de gaz naturel, qui transportent un tiers de l’énergie consommée dans le pays, représentent une partie essentielle de l’infrastructure de la nation.

THE DIRECT
USE OF
NATURAL GAS
MAINTAINS
ABOUT

92%

OF ITS
USABLE
ENERGY.

L’UTILISATION
DIRECTE DU
GAZ NATUREL
DANS LES
FOYERS ET
ENTREPRISES
MAINTIENT
ENVIRON

92 %

DE SON
ÉNERGIE
UTILISABLE.

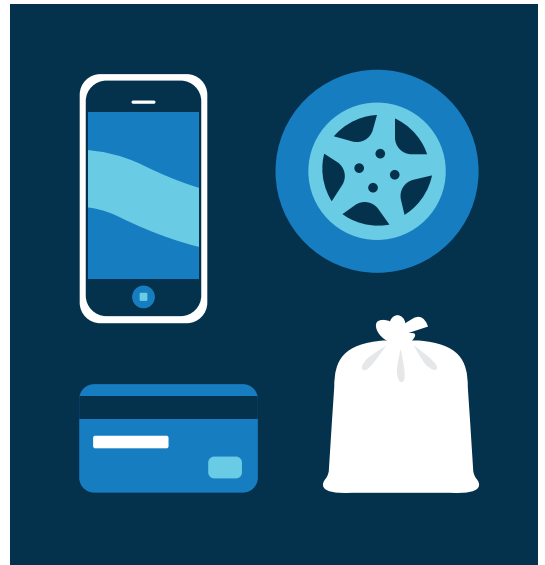
Source: Canadian Gas Association | Association canadienne du gaz

EMPLOYMENT: Over 73,000 jobs are directly involved in exploring for, producing and distributing natural gas (Direct employment). The natural gas distribution industry alone employed over 15,600 Canadians (Statistic Canada, CGA).

EMPLOI : Plus de 73 000 emplois participent directement à l'exploration pour trouver du gaz naturel, à la production et à la distribution de ce dernier (emplois directs). L'industrie de distribution du gaz naturel, à elle seule, emploie plus de 15 600 Canadiens (Statistique Canada, ACG).

DID YOU KNOW? Not only is natural gas an affordable and reliable energy source for space and water heating and cooking, it is also used for manufacturing everyday goods such as cell phones, credit cards, tires and trash bags.

LE SAVIEZ-VOUS? Non seulement le gaz naturel est-il une source d'énergie fiable et abordable pour le chauffage des espaces et de l'eau et la cuisson, mais il est également utilisé pour la fabrication de biens de tous les jours, comme des téléphones cellulaires, des cartes de crédit, des pneus et des sacs à vidange.



DIRECT USE OF NATURAL GAS IS THE CLEAN, EFFICIENT CHOICE

Consumers can immediately save on their monthly utility bills through converting their households to natural gas.

L'UTILISATION DIRECTE DU GAZ NATUREL LE CHOIX PROPRE ET EFFICACE

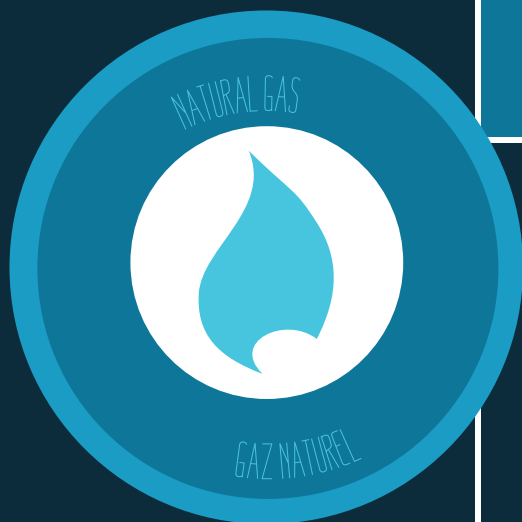
Les consommateurs peuvent réaliser des économies immédiates sur leurs factures mensuelles de services publics en effectuant la conversion au gaz naturel dans leurs foyers.

EXPANDING THE REACH: With an abundant supply of natural gas providing cost savings for homeowners, businesses, and industry and environmental benefits, natural gas utilities work to expand natural gas infrastructure so that more citizens and businesses can access this energy choice. In 2014, 107,835 new customers were added.

ÉLARGISSEMENT DE LA PORTÉE : Grâce à un approvisionnement abondant en gaz naturel offrant des économies de coût pour les propriétaires de maison et les entreprises ainsi que des avantages industriels et environnementaux, les services publics de gaz naturel travaillent à l'élargissement de leur infrastructure de gaz naturel afin que plus de citoyens et d'entreprises aient accès à ce choix énergétique. En 2014, 107 835 nouveaux clients se sont ajoutés.

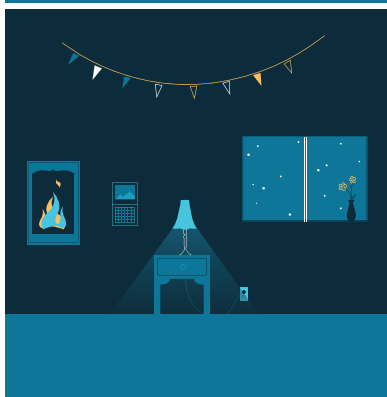
WHY CHOOSE NATURAL GAS?

POURQUOI CHOISIR LE GAZ NATUREL?



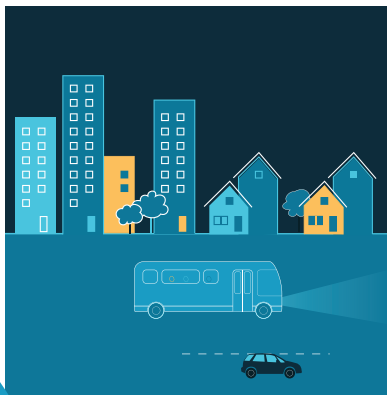
Because it offers solutions for tomorrow's energy needs

Parce qu'il offre des solutions pour les nouveaux besoins énergétiques de demain



Because it meets energy needs in Canadian communities today and promises solutions for rural and remote communities of tomorrow

Parce qu'il comble actuellement les besoins énergétiques dans les collectivités canadiennes et promet des solutions pour les collectivités rurales et éloignées de demain



Because it's the affordable, clean energy choice to help deliver the economic growth we need to prosper

Parce qu'il est le choix énergétique abordable et propre qui contribue à stimuler la croissance économique nous permettant de prospérer

Over 6.6 million Canadian homes, businesses and industries use natural gas today. Tomorrow, this affordable, abundantly available, clean, versatile, safe and reliable product promises even more opportunities.

Plus de 6.6 millions de foyers, d'établissements et d'industries au Canada utilisent actuellement le gaz naturel. Demain, cette ressource abordable, propre, polyvalente, sécuritaire et fiable ouvrira la porte à encore plus de possibilités.

Canadian Resource Caution or Complacency? | **Prudence ou complaisance à l'égard des ressources canadiennes?**

BY | PAR CHRISTOPHER SANDS



"There is a fine line separating caution from complacency when it comes to Canadian attitudes toward energy and resource development." | « Il n'y a qu'un pas entre la prudence et la complaisance en ce qui concerne les attitudes des Canadiens à l'égard de l'énergie et de l'exploitation des ressources ».

As the characters David St. Hubbins and Nigel Tufnel observe in the movie *This is Spinal Tap*¹, there is a fine line between stupid and clever. And there is an equally fine line separating caution from complacency when it comes to Canadian attitudes toward energy and resource development.

Last year a Nanos poll² found that Canadians strongly supported the energy economy, but “presented with the choice, protecting the environment at a cost of slower growth was more important than creating jobs even if the environment suffered by a margin of more than 2-to-1.” Prudent Canadian caution at first glance, but underlying the caution is an assumption: that resources can be developed eventually anyway. Like funds in a savings account, they are “banked” and nothing is lost by waiting until later to develop resources.

That fails to account for the dynamics of commodity markets, however. Prices fluctuate, and a project that is commercially viable in a high price environment can become a money pit when prices fall. In global markets, projects that move ahead in other countries can beat Canada to market, and lower global prices with new supply. Given the long lead times for resource project planning, permitting and construction, delays springing from caution sometimes result in missed opportunities.

Not always, of course, and this is why caution usually wins the day in Canada.

Environmental activist Andrew Nikiforuk's book, *Tar Sands: Dirty Oil and the Future of a Continent*³, has an amusing obsession with a report written by the *Hudson Institute's* founder, *Herman Kahn*⁴, in 1979 for the federal government. Kahn advised the Trudeau government to take advantage of the high prices generated by the Iranian revolution to accelerate the development of Canadian oil sands.

Comme le soulignent les personnages David St. Hubbins et Nigel Tufnel dans le film *This is Spinal Tap*, il n'y a qu'un pas entre la stupidité et l'ingéniosité. Et il n'y a aussi qu'un pas entre la prudence et la complaisance en ce qui concerne les attitudes des Canadiens à l'égard de l'énergie et de l'exploitation des ressources.

L'an passé, un sondage Nanos² a révélé que les Canadiens appuyaient largement l'économie énergétique, mais « si l'occasion leur est donnée de choisir, la protection de l'environnement au coût d'une croissance moins rapide était plus importante que la création d'emplois même si l'environnement devait en souffrir par une marge de 2 pour 1 ». Ce qui semble de la prudence canadienne de prime abord sous-tend une supposition, c'est-à-dire que les ressources pourront être exploitées plus tard de toute façon. Comme les fonds dans un compte d'épargne, elles sont « en réserve » et rien ne sera perdu si l'on en retarde l'exploitation.

Toutefois, cela ne tient pas compte de la dynamique des marchés des produits de base. Les prix fluctuent, et un projet commercialement viable lorsque les prix sont élevés peut se transformer en un véritable gouffre financier lorsque les prix chutent. Dans les marchés internationaux, les projets mis de l'avant dans d'autres pays peuvent devancer le Canada au fil d'arrivée, et faire baisser les prix à l'échelle internationale avec une nouvelle réserve. Compte tenu des longs délais qu'exigent les processus de planification, de délivrance de permis et de construction pour les projets visant des ressources, les retards résultant de la prudence peuvent se transformer en occasions ratées.

Bien sûr ce n'est pas toujours le cas, et c'est pourquoi, de façon générale, la prudence l'emporte au Canada.

Dans son livre intitulé *Tar Sands: Dirty Oil and the Future of a Continent*,³ l'activiste écologique

¹ This is Spinal Tap, online: <<https://www.youtube.com/watch?v=juRLXEf4IyE>>.

² *This is Spinal Tap* : en ligne <<https://www.youtube.com/watch?v=juRLXEf4IyE>> [en anglais seulement].

³ Nanos poll of Canadian attitudes on energy: online <<http://www.ivey.uwo.ca/cmsmedia/1431034/ivey-u-ottawa-nanos-survey-for-positive-energy-conference-march-2015.pdf>>.

⁴ Sondage Nanos des attitudes des Canadiens à l'égard de l'énergie : en ligne <<http://www.ivey.uwo.ca/cmsmedia/1431034/ivey-u-ottawa-nanos-survey-for-positive-energy-conference-march-2015.pdf>> [en anglais seulement].

⁵ Tar Sands: Dirty Oil and the Future of a Continent, Revised and Updated Edition: online <<http://www.amazon.com/Tar-Sands-Continent-Revised-Updated/dp/1553655559>>.

⁶ *Tar Sands: Dirty Oil and the Future of a Continent*, Revised and Updated Edition : en ligne <<http://www.amazon.com/Tar-Sands-Continent-Revised-Updated/dp/1553655559>> [en anglais seulement].

⁷ Hudson Institute's founder, Herman Kahn: online <<http://www.hudson.org/experts/174-herman-kahn>>.



“Offshore, Canada’s Arctic oil was once seen as the next energy frontier.” | « Le pétrole arctique du Canada, produit en mer, a déjà été considéré comme la prochaine frontière énergétique ».

Instead, Trudeau introduced the National Energy Policy.

This caution was evident in the debate over Arctic oil and gas. In 1975, a federal commission of enquiry chaired by Thomas Berger was established to study the impact of a natural gas pipeline through the Mackenzie Valley⁵ to connect potential Arctic gas fields with northern Alberta. The commission recommended against development until aboriginal land claims could be settled. In 2011, the Canol Shale play attracted the interest of major energy firms from the United States and elsewhere, and Canada’s National Energy Board approved the 1,200 kilometer Mackenzie Valley pipeline project because aboriginal land claims had since been settled. Yet in 2014, energy firms began abandoning their interest in Canol shale.

Andrew Nikiforuk semble obsédé par un rapport rédigé par le fondateur de l’Institut Hudson, Herman Kahn,⁴ en 1979 pour le gouvernement fédéral. Kahn a conseillé au gouvernement Trudeau de l’époque de tirer profit des prix élevés générés par la révolution iranienne en vue d’accélérer l’exploitation des sables bitumineux canadiens.

Au lieu de cela, Trudeau a introduit la politique énergétique nationale.

Cette prudence a été remarquée dans le débat sur le pétrole et le gaz de l’Arctique. En 1975, une commission fédérale d’enquête présidée par Thomas Berger a été établie pour étudier les répercussions de l’aménagement d’un pipeline de gaz naturel dans la vallée du Mackenzie reliant les possibles champs gaziers de l’Arctique au Nord de l’Alberta. En 2011, la zone schisteuse

⁴ Fondateur de l’Institut Hudson, Herman Kahn: en ligne <<http://www.hudson.org/experts/174-herman-kahn>> [en anglais seulement].

⁵ Mackenzie Valley pipeline timeline: online <http://www.thestar.com/news/insight/2014/09/28/norman_wells_1982.html>.

Offshore, Canada's Arctic oil⁶ was once seen as the next energy frontier. Again, Arctic oil drew the attention of major oil companies who worked to overcome the challenges of operating in the Arctic. Environmentalists protested, and called for a moratorium on Arctic energy development. A larger issue was an unresolved boundary dispute⁷ between Canada and the United States in the Beaufort Sea. Despite ongoing cooperation in the Arctic Council, the United States and Canada have not resolved this dispute to date, and today's low oil prices have led the companies interested in the region to abandon plans and move equipment out of the region.

Hydraulic fracturing technology has been around for some time, but its expanded use in natural gas and tight oil extraction has triggered a cautious response from policymakers as well as citizens. Allan Ingelson and Tina Hunter at the University of Calgary compared regulatory frameworks in Australia, Canada and the United States in an article⁸ published in the *Natural Resources Journal* in 2014. They note that the United States developed unconventional gas deposits first in Texas, and federal and state policymakers moved to establish standards for this activity that quickly expanded to other states. In Canada, federal and provincial standards set in British Columbia, Alberta and New Brunswick allowed Canadian shale oil and gas to be developed, but other provinces cautiously have not acted.

In each of these examples, a reasonable person could judge the Canadian response as prudent, even at the risk of missing an optimal window for bringing a resource to market from the price perspective.

Yet there is a complacency hazard because the average Canadian weighs the risk of resource development against the indirect benefit of economic growth that might reach them personally. And in most cases, such risks will always outweigh benefits. Canadians, as

de Canol a suscité l'intérêt de grandes firmes énergétiques des États-Unis et d'ailleurs, et l'Office national de l'énergie du Canada a approuvé le projet de pipeline de 1200 kilomètres dans la vallée du Mackenzie⁵ parce que les revendications territoriales autochtones avaient depuis été réglées. Toutefois, en 2014, l'intérêt des firmes énergétiques dans le schiste de Canol a commencé à s'estomper.

Le pétrole arctique⁶ du Canada, produit en mer, a déjà été considéré comme la prochaine frontière énergétique. Une fois de plus, le pétrole arctique a suscité l'attention de grandes entreprises qui ont travaillé en vue de surmonter les défis que pose l'exploitation dans l'Arctique. Les écologistes ont protesté et réclamé un moratoire sur le développement énergétique dans l'Arctique. Sans compter l'important différend frontalier non résolu⁷ entre le Canada et les États-Unis dans la mer de Beaufort qui, malgré la coopération qui règne au sein du Conseil de l'Arctique, n'a toujours pas été réglé, et les faibles prix actuels du pétrole ont convaincu les entreprises qui s'intéressaient à la région d'abandonner leurs plans et de retirer leur matériel de la région.

La technologie de fracturation hydraulique existe depuis un certain temps, mais son utilisation dans l'extraction de gaz naturel et de pétrole de réservoirs étanches a suscité une réponse prudente de la part des décideurs, de même que des citoyens. À l'Université de Calgary, Allan Ingelson et Tina Hunter ont comparé les cadres réglementaires en vigueur en Australie, au Canada et aux États-Unis dans un article⁸ publié dans le *Natural Resources Journal* en 2014. Ils ont noté que les États-Unis avaient d'abord exploité des gisements de gaz non classiques au Texas, puis les décideurs aux niveaux de l'administration fédérale et des États ont établi des normes pour cette activité qui se sont rapidement étendues à d'autres États. Au Canada, les normes fédérales et provinciales établies en Colombie-Britannique, en Alberta et au Nouveau-Brunswick ont permis au pétrole et au gaz de schiste de se développer au Canada, mais les autres provinces, ayant opté pour la prudence, n'ont pas agi.

⁶ Arctic oil: online <<http://www.cbc.ca/news/business/oil-arctic-drilling-shell-1.3248233>>.

⁵ Chronologie du développement d'un pipeline dans la vallée du Mackenzie : en ligne <http://www.thestar.com/news/insight/2014/09/28/norman_wells_1982.html> [en anglais seulement].

⁶ Pétrole arctique : en ligne <<http://www.cbc.ca/news/business/oil-arctic-drilling-shell-1.3248233>> [en anglais seulement].

⁷ Unresolved boundary dispute: online <<http://www.bbc.com/news/world-us-canada-10834006>>.

⁷ Différend frontalier non résolu : en ligne <<http://www.bbc.com/news/world-us-canada-10834006>> [en anglais seulement].

⁸ Natural Resource Law Journal: online <<http://lawschool.unm.edu/NRJ/volumes/54/2/NRJ-54-2-Ingelson-Hunter.pdf>>.

⁸ Natural Resource Law Journal : en ligne <<http://lawschool.unm.edu/NRJ/volumes/54/2/NRJ-54-2-Ingelson-Hunter.pdf>> [en anglais seulement].



“There is a complacency hazard because the average Canadian weighs the risk of resource development against the indirect benefit of economic growth.” | « Il y a un danger de complaisance parce que le Canadien moyen soupèse le risque que pose l'exploitation d'une ressource par rapport à l'avantage direct d'une croissance économique ».

the Nano poll suggests, prefer doing nothing as the safest choice, confident that the resources are there when needed.

Meanwhile, countries like the United States, Russia, China and Mexico race ahead to develop their resources and the infrastructure needed to bring them to market. Commodity prices fall as global supply rises, and Canadian projects stay on the drawing board.

It used to be easier to resolve this dilemma in Canada. Ottawa or provincial governments would step in, weigh the costs and benefits for the community as a whole – not just for individuals. If governments saw a net benefit, would approve projects and compensate those who lost in the process, and fund environmental monitoring and remediation if needed.

But a new conceptualization of “social license” was touted in which citizens, and not their representatives, were called upon

Dans chacun de ces exemples, une personne raisonnable pourrait juger la réponse du Canada comme étant prudente, même au risque de rater un créneau optimal pour amener une ressource sur le marché du point de vue du prix.

Toutefois, il y a un danger de complaisance parce que le Canadien moyen soupèse le risque que pose l'exploitation d'une ressource par rapport à l'avantage direct d'une croissance économique qui pourrait les toucher personnellement. Et dans la majorité des cas, ces risques l'emporteront toujours sur les avantages. Les Canadiens, comme le suggère le sondage Nanos, optent pour le choix le plus sûr, c'est-à-dire de ne rien faire, confiants que les ressources seront là lorsqu'ils en auront besoin.

Entre-temps, des pays comme les États-Unis, la Russie, la Chine et le Mexique s'empressent d'exploiter leurs ressources et d'aménager l'infrastructure nécessaire pour les amener sur le marché. Les prix du produit chutent alors que les réserves mondiales augmentent, et les projets canadiens en restent à l'état de projet.



"Now in Canada, aboriginal leaders can assert a veto right over resource and energy projects that affect lands to which they have a historic claim." | « [Maintenant, au Canada, les chefs autochtones peuvent formuler un droit de veto sur les projets énergétiques et visant des ressources qui auront une incidence sur les terres sur lesquelles ils revendiquent des droits historiques](#) ».

to assent or dissent to projects. Government approvals were challenged by activists and minority groups as illegitimate. Nothing should proceed until we all agreed.

Then in 2014, the Supreme Court of Canada added a twist with their verdict in the Tsilqhot'in Nation⁹ case. Now in Canada, aboriginal leaders can assert a veto right over resource and energy projects that affect lands to which they have a historic claim.

.....

“Given the long lead times for resource project planning, permitting and construction, delays springing from caution sometimes result in missed opportunities.” | « Compte tenu des longs délais qu'exigent les processus de planification, de délivrance de permis et de construction pour les projets visant des ressources, les retards résultant de la prudence peuvent se transformer en occasions ratées ».

.....

Which brings us to what may be the very line between caution and complacency in Canadian energy and resource development after which future projects may languish and Canada's energy and resource potential is diminished as new rivals reach global markets first.

Future Canadians may look back on this moment as the time when Canada crossed the line from clever to stupid. ■

Christopher Sands is Senior Research Professor and Director of the Center for Canadian Studies at the Johns Hopkins University School of Advanced International Studies and a Senior Fellow of the Hudson Institute in Washington, D.C. He also holds the G. Robert Ross Chair in the College of Business and Economics at Western Washington University.

Il a déjà été plus facile de régler ce type de dilemme au Canada. Ottawa ou les gouvernements provinciaux entraînent en jeu, comparaient les coûts et les avantages pour l'ensemble de la collectivité – et non seulement pour quelques personnes. Si les gouvernements y voyaient un avantage net, ils approuvaient les projets et compensaient ceux pour lesquels le processus entraînait une perte, et assumaient les coûts de surveillance et d'assainissement de l'environnement, au besoin.

Mais une nouvelle conceptualisation de la « licence sociale » dans laquelle les citoyens, et non leurs représentants, étaient appelés à se prononcer en faveur ou non des projets a été mise de l'avant. Les approbations des gouvernements ont été contestées par des activistes et des groupes minoritaires aux motifs qu'elles étaient illégitimes. Rien ne devrait se faire jusqu'à ce que nous soyons tous d'accord.

Puis en 2014, la situation a pris une nouvelle tournure lorsque la Cour suprême du Canada a rendu son verdict dans la cause de la nation Tsilqhot'in.⁹ Maintenant, au Canada, les chefs autochtones peuvent formuler un droit de veto sur les projets énergétiques et visant des ressources qui auront une incidence sur les terres sur lesquelles ils revendiquent des droits historiques.

Cela nous amène à ce qui pourrait bien être le pas à franchir entre la prudence et la complaisance en ce qui concerne le développement énergétique et l'exploitation des ressources au Canada, après quoi de futurs projets traîneront en longueur et le potentiel énergétique et les ressources potentielles du Canada seront réduits alors que de nouveaux rivaux atteindront les marchés mondiaux avant nous.

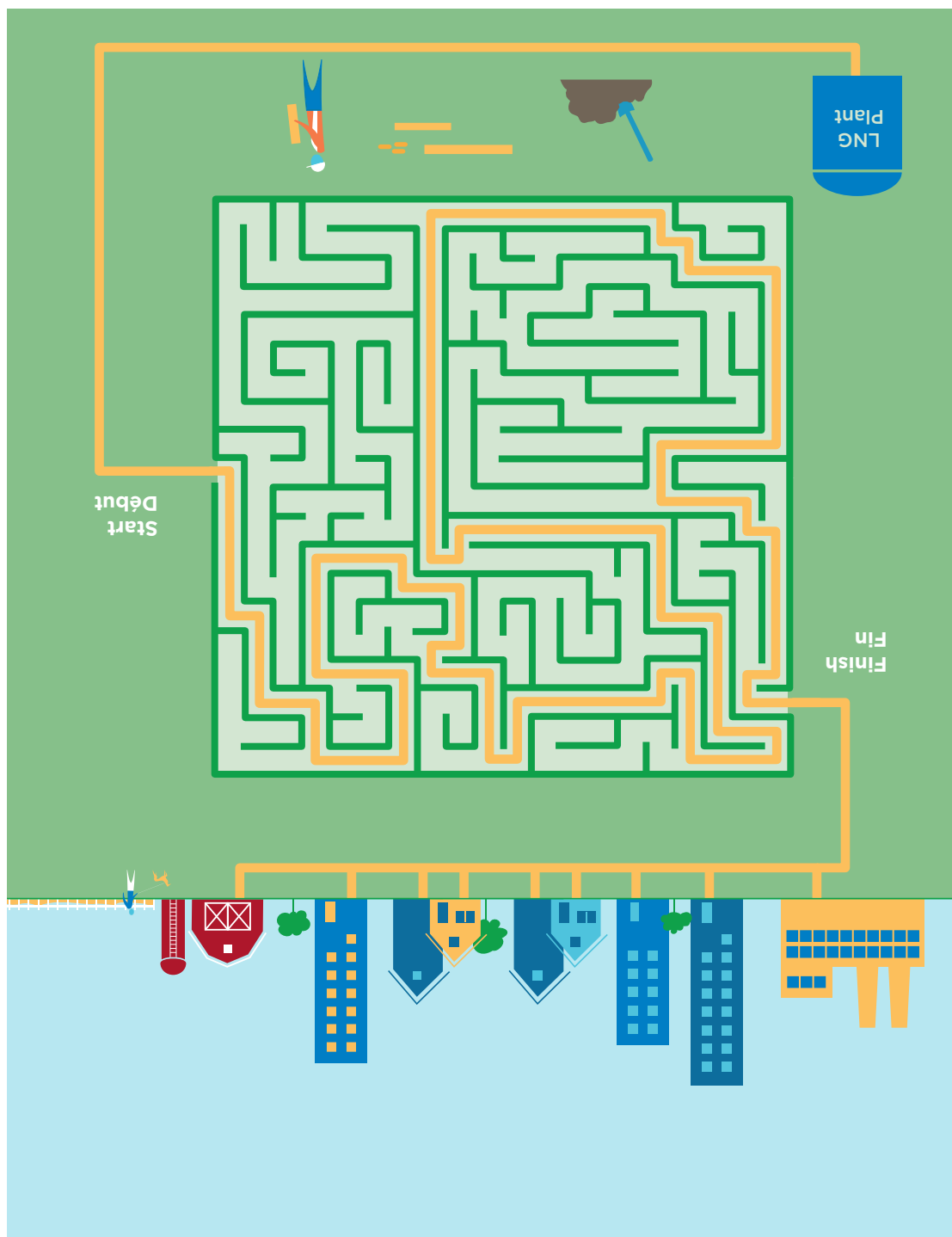
Les prochaines générations de Canadiens se rappelleront peut-être de ce moment comme l'instant où le Canada a franchi le pas entre l'ingéniosité et la stupidité. ■

Christopher Sands est professeur principal chargé de recherches et directeur du Center for Canadian Studies à la Johns Hopkins University School of Advanced International Studies. Il est également Senior Fellow au Hudson Institute à Washington, D.C. Enfin, il est aussi titulaire de la G. Robert Ross Chair au College of Business and Economics à la Western Washington University.

⁹ Tsilqhot'in Nation case: online <<http://www.theglobeandmail.com/news/national/supreme-court-expands-aboriginal-title-rights-in-unanimous-ruling/article19347252/>>.

⁹ Cause de la nation Tsilqhot'in : en ligne <<http://www.theglobeandmail.com/news/national/supreme-court-expands-aboriginal-title-rights-in-unanimous-ruling/article19347252/>> [en anglais seulement].

Solution to the maze on page 50 | La réponse au labyrinthe à la page 50



A look at the Economic, Social and Environmental Features of the LNG Market in British Columbia | **Un aperçu des fonctions économiques, sociales et environnementales du marché du GNL en Colombie-Britannique**

BY / PAR DIANE FRANCIS

David Keane is President of the BC LNG Alliance in Vancouver, a consortium of seven corporations working to create LNG export plants on the West coast to tap Canada's massive natural gas endowment. He has 33 years' experience in the energy sector and has worked in more than 15 countries for oil

David Keane est président de la BC LNG Alliance (Alliance du GNL de C.-B.) à Vancouver, un consortium de sept sociétés travaillant à la création d'usines d'exportation de GNL sur la côte Ouest pour y relier la réserve importante de gaz naturel du Canada. Il possède une expérience de 33 ans dans le



David Keane, President of the BC LNG Alliance | [David Keane, président de la BC LNG Alliance](#)

companies in many capacities.

He spoke with ENERGY to discuss the marketing, economic, social and environmental challenges facing his LNG developers. These projects are important to the country's gas industry but also to Canada as whole. These are nation-building efforts. Here's a transcript of his interview:

Francis: Who are your members and what are their biggest challenges today?

Keane: We have seven members and those members are working on developing their projects. They range in size from the very large like Shell's LNG Canada, Petronas' Pacific Northwest LNG, ExxonMobil's WCC LNG and Chevron's Kitimat LNG projects to the smaller ones like the AltaGas Ltd's Triton LNG and Woodfibre LNG's projects.

When these projects started, oil was around \$100 per barrel and now we are looking at \$30 per barrel. This is causing companies to focus on capital discipline which means these projects are going to have to be very cost competitive to move forward.

secteur de l'énergie et il a travaillé dans plus de 15 pays pour des entreprises pétrolières à de nombreuses fonctions différentes.

Il a parlé avec l'équipe d'ÉNERGIE au sujet des défis de commercialisation, économiques, sociaux et environnementaux que doivent relever ses développeurs du GNL. Ces projets sont importants pour l'industrie du gaz au pays, mais encore plus pour l'ensemble du Canada. Il s'agit d'efforts pour bâtir la nation. Voici une transcription de son entrevue :

Francis : Qui sont les membres de votre organisation et quels sont leurs plus gros défis aujourd'hui?

Keane : Notre Alliance est composée de sept membres qui travaillent au développement de leurs projets. La taille des projets varie grandement, allant de grands projets, comme LNG Canada de Shell, Pacific Northwest LNG de Petronas, WCC LNG d'ExxonMobil et Kitimat LNG de Chevron; à de plus petits, comme les projets Triton LNG d'AltaGas Ltd et de Woodfibre LNG.

Lorsque ces projets ont démarré, le pétrole se



Woodfibre LNG project, preliminary project configuration. Photo courtesy of FortisBC. | Projet de GNL Woodfibre, planification préliminaire. Photo de la part de FortisBC.

Francis: Which ports are these projects looking at using?

Keane: These involve the Ports in Prince Rupert, further south in Kitimat, and then even further south in Squamish.

Francis: At what point of approval are they?

Keane: All of these projects have received their NEB export licenses, some are still in the process of waiting to receive their environmental approvals from the Canadian Environmental Assessment Agency, and some have received their environmental approvals like LNG Canada.

Francis: Do all of the seven projects have their First Nations partners signed on?

Keane: Most of them have First Nations signed on, but what I think is very important is the very good work our members are doing with their First Nations partners. They recognize that the projects will provide long-term sustained economic benefits for the First Nations as well as local communities. Not to mention the positive economic benefits that it will have on all of Canada.

Francis: Who is going to be the first to come on based on who is the most advanced?

Keane: All of our members are working hard to get their pipelines and rights of way done. These projects will take about five years to construct once they have been sanctioned by their individual companies. We may see one or two final investment decisions this year that would bring projects online in 2021-2022. However, the projects must be globally competitive before they will be sanctioned.

Francis: How big are these seven projects?

Keane: A large plant will consume about 2.5-3 bcf of gas supply per day. So we have five large and two small. So we are looking at about 13 to 16 bcf of gas supply per day.

Francis: What have been the major hold-ups?

Keane: One of the major hold ups is the decline in oil and natural gas commodity prices. This is a capital expenditure problem and a market problem. When you go back to when these projects started, oil was over \$100 and LNG in Japan was selling at about \$18/mmbtu and today it is about \$7/mmbtu. So, again, we

vendait autour de 100 \$ le baril, et maintenant, il se vend à 30 \$ le baril. Cette situation fait en sorte que les sociétés mettent l'accent sur la discipline; par conséquent, ces projets devront rivaliser sur le plan des prix pour aller de l'avant.

Francis : Quels ports ces projets souhaitent-ils utiliser?

Keane : Les ports de Prince Rupert, plus au sud à Kitimat, et encore plus au sud à Squamish.

Francis : À quel stade du processus d'approbation sont-ils rendus?

Keane : L'ONE a délivré les permis d'exportation à tous ces projets; certains sont toujours en attente des approbations environnementales de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale, et certains ont l'ont déjà reçue, comme LNG Canada.

Francis : Est-ce que l'ensemble des sept projets ont réussi à avoir l'appui de leurs partenaires des Premières Nations?

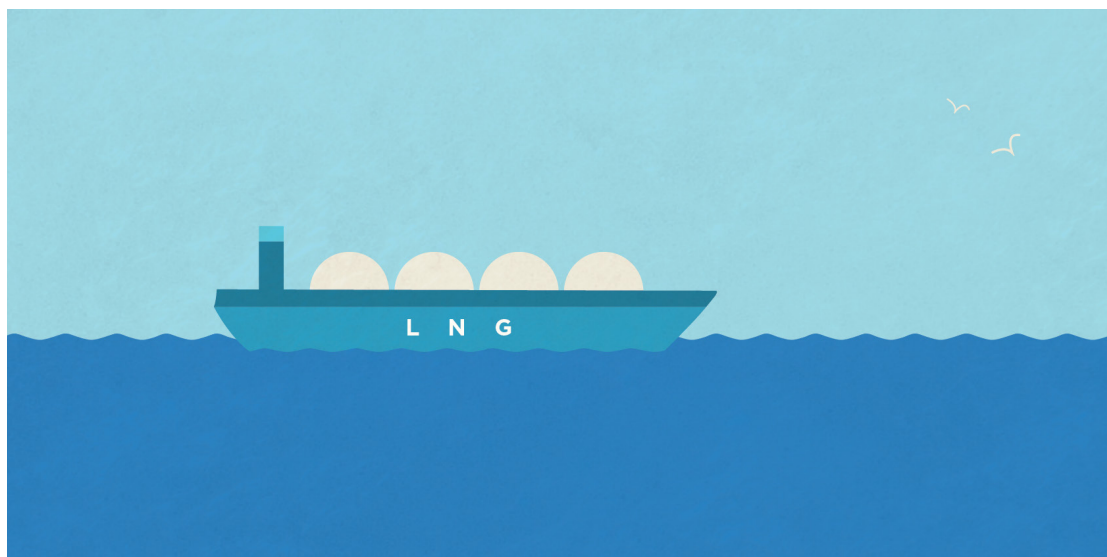
Keane : La plupart des projets ont obtenu la signature des Premières Nations, mais il est surtout important de noter l'excellent travail que nos membres font avec leurs partenaires des Premières Nations. Ils reconnaissent que les projets offriront des avantages économiques durables et à long terme pour les Premières Nations, ainsi que pour les collectivités locales, sans oublier de mentionner les avantages économiques que cela procure à l'ensemble du Canada.

Francis : Lequel sera le premier à être exploité en fonction de celui qui est le plus avancé?

Keane : Tous nos membres travaillent fort pour que leurs pipelines soient prêts et à l'obtention de tous les droits. La construction de ces projets prendra environ cinq ans une fois qu'ils auront été sanctionnés par leur société respective. Nous allons probablement voir une ou deux décisions d'investissement finales cette année, ce qui permettrait à ces projets d'entrer en activité en 2021-2022. Toutefois, les projets doivent être concurrentiels à l'échelle mondiale avant d'être sanctionnés.

Francis : Quelle est l'ampleur de ces projets?

Keane : Une grande usine consommera environ 2,5 à 3 milliards de pieds cubes en approvisionnement de gaz par jour. Il y en a cinq importants et deux petits. Ainsi, nous pouvons



have to be globally competitive in order to get these projects over the finish line. All of our project proponents are working very hard to manage that. They are certainly working with contractors and suppliers to find ways in which they can reduce costs.

Francis: Does the decline in the Canadian dollar help?

Keane: Yes to some degree, but not as much as you might guess. While the Canadian dollar has declined over the U.S. dollar, it is important to note that some of the equipment used in these projects will be modularized and built outside of Canada and paid for in U.S. dollars. So you get some savings for workforce costs, but some of the equipment will be built offshore and paid for in U.S. dollars.

Francis: Do all of these projects have long-term buyers and contracts?

Keane: I cannot talk about individual projects, but I can say that they are all working hard to get to a point where they have long-term contracts with prospective buyers. It is important to note that in the make-up of our proponents there are different economic models. On the one hand, you have entities that are state-owned and others that are international oil companies. Their economic drivers are going to be slightly different – their rates of return might be different, their expectations might be different, and the state-owned companies have a built in home market for LNG. The international companies

penser à un approvisionnement quotidien en gaz de 13 à 16 milliards de pieds cubes.

Francis : Quels sont les principaux obstacles?

Keane : Le déclin des prix du pétrole et du gaz naturel est un des principaux obstacles. Il s'agit d'un problème de dépense en capital et de commercialisation. Lorsque l'on revient en arrière au moment où ces projets ont démarré, le pétrole se vendait à plus de 100 \$ et le GNL au Japon se vendait à environ 18 \$/mmbtu et aujourd'hui, il est descendu à 7 \$/mmbtu. Par conséquent, nous devons être concurrentiels à l'échelle mondiale afin que ces projets atteignent la ligne d'arrivée. Tous les promoteurs de projet travaillent très fort pour gérer tout cela. Ils travaillent certainement avec des entrepreneurs et des fournisseurs à trouver des façons de réduire leurs coûts.

Francis : Est-ce que le déclin du dollar canadien a aidé?

Keane : Oui, jusqu'à un certain degré, mais pas autant que vous pouvez le penser. Bien que le dollar canadien ait baissé par rapport au dollar américain, il est important de noter que certaines pièces d'équipement utilisées dans ces projets seront préparées en modules et construites à l'extérieur du Canada et payées en dollars américains. Par conséquent, on réalise certaines économies en coûts de main-d'œuvre, mais certaines pièces d'équipement seront construites à l'étranger et payées en dollars américains.

are differently situated, and will need to find markets. However, they all have to be competitive.

Francis: Who are we competing with?

Keane: Australia, the U.S. Gulf Coast, the Middle East, Africa, and Russia. But we should remember that buyers are going to want to diversify their supply mix. British Columbia also has some huge advantages. One is our proximity to Asian markets - we are much closer to China, Japan, and Korea than the U.S. Gulf Coast or than East Africa to China or Japan. As well, we have about a 25 per cent increase in the production capacity in our LNG facilities for the same amount of investment that would be made in warmer climates, such as the U.S. Gulf Coast because of our cold climate. It takes considerably less energy to cool and liquefy gas in a cold climate than in a warm climate.



The flag of British Columbia. | Le drapeau de la Colombie-Britannique.

Francis: What can governments do to support this moving forward?

Keane: We have an enormously supportive provincial government - from the Premier to ministers and officials. From a First Nations perspective, the companies are moving dialogue forward and all of our proponents are working hard. We are seeing a tremendous amount of work on this happening. Contrary to what you might read in the press, we are seeing a tremendous amount of support from First Nations.

Francis: What about LNG development on the Canada's East coast?

Keane: The East coast isn't my area, but I know that projects are being looked at. What's

Francis : Est-ce que tous ces projets ont des acheteurs à long terme et des contrats?

Keane : Je ne peux pas parler à propos de projets individuels, mais je peux dire que tout le monde travaille fort pour arriver au point où ils ont conclu des contrats à long terme avec des acheteurs éventuels. Il est important de noter que différents modèles économiques sont proposés par les promoteurs. D'un côté, vous avez des entités détenues par un État et d'autres qui sont des pétrolières internationales. Leurs facteurs économiques seront légèrement différents, leurs taux de retour peuvent être différents, ils peuvent avoir différentes attentes et les sociétés d'État ont un marché intérieur intégré pour le GNL. Les sociétés internationales vivent des situations différentes, et elles doivent trouver des marchés. Toutefois, elles doivent toutes être concurrentielles.

Francis : Qui sont leurs concurrents?

Keane: L'Australie, la côte du golfe des États-Unis, le Moyen-Orient, l'Afrique, la Russie. Mais, il ne faut pas oublier que les acheteurs souhaiteront diversifier leur mélange d'approvisionnements. La Colombie-Britannique détient certains avantages importants. Un de ces avantages est notre proximité avec les marchés asiatiques; en effet, nous sommes bien plus près de la Chine, du Japon et de la Corée, que ne le sont la côte du golfe des États-Unis ou l'Afrique de l'Est. De plus, nous avons une augmentation d'environ 25 % de notre capacité de production dans nos installations de GNL pour le même montant d'investissements qui pourraient être faits dans des climats plus chauds, comme le golfe des États-Unis, en raison de notre climat plus froid. Beaucoup moins d'énergie est nécessaire pour refroidir et liquéfier le gaz dans un climat froid que dans un climat chaud.

Francis : Qu'est-ce que les gouvernements peuvent faire pour appuyer cela à l'avenir?

Keane : Notre gouvernement provincial nous appuie énormément, du premier ministre aux ministres et fonctionnaires. Du point de vue des Premières Nations, les sociétés font progresser les discussions et tous les promoteurs travaillent très fort. Nous voyons une quantité incroyable de travail dans cette direction. Contrairement à ce que vous pouvez lire dans la presse, nous avons une grande quantité d'appuis des Premières Nations.

Francis : Qu'en est-il du développement du GNL sur la côte Est?

“All of our members are working hard to get their pipelines and rights of way done.” | « Tous nos membres travaillent fort pour que leurs pipelines soient prêts et à l’obtention de tous les droits ».

.....

important here is that we need to develop new markets for Canadian natural gas or this gas is going to be kept in the ground. We are losing our traditional export market as the U.S. is becoming energy independent and is expected to be a net exporter themselves by 2017. Western Canadian natural gas is also losing market share in eastern Canada where more natural gas is being supplied from the northeastern U.S., such as Pennsylvania’s Marcellus Shale.

Francis: At the peak, Canada used to supply 18 per cent of U.S. gas needs. Has the window closed around that?

Keane: It is down to about six or seven per cent. There is always going to be some baseload natural gas supply requirements to the U.S. from Canada, but we really need to find new markets for our supply.

Francis: What are your thoughts on climate policy and all of this?

Keane: When we start looking at climate change and we start talking about carbon taxes, we should make sure that we don’t do something that would inadvertently shut in emissions intensive and trade exposed industries. British Columbia accounts for 0.002 per cent of global greenhouse gas emissions –by producing gas here and exporting it to help other jurisdictions, such as China (who are currently using coal for power generation) we can have a tremendous positive impact on reducing global greenhouse gas emissions. For instance, replacing coal-fired power generation in China with natural gas electric generation can reduce greenhouse gas emissions by as much as 50 to 60 per cent.

Keane : La côte Est n’est pas dans mon secteur, mais je sais que certains projets sont à l’étude. Ici, il est important de noter que nous devons développer de nouveaux marchés pour le gaz naturel canadien ou ce gaz restera dans le sol. Nous perdons nos marchés d’exportation traditionnels, et les États-Unis deviennent indépendants au point de vue énergétique et on s’attend à ce que ce pays devienne un exportateur net d’ici 2017. Le gaz naturel canadien de l’Ouest perd également des parts de marché dans l’est du Canada, où une plus grande quantité de gaz naturel provient du nord-est des États-Unis, comme le gaz de schiste de Marcellus en Pennsylvanie.

Francis : À son sommet, le Canada utilisait environ 18 % des besoins en gaz des États-Unis. Est-ce que la fenêtre s’est fermée depuis?

Keane : Ce pourcentage a baissé à 6 ou 7 %. Il y aura toujours des besoins d’approvisionnement en gaz naturel de base du Canada vers les États-Unis, mais nous devons vraiment trouver de nouveaux marchés pour notre approvisionnement.

Francis : Que pensez-vous de la politique climatique et de tout cela?

Keane: Quand nous portons notre attention sur les changements climatiques et que nous commençons à réfléchir à une taxe sur le carbone, nous devrions nous assurer que nous ne faisons pas quelque chose qui serait dommageable pour les industries à forte concentration d’émissions et vulnérables au commerce. La Colombie-Britannique représente 0,002 % des émissions de gaz à effet de serre; en produisant du gaz ici et en l’exportant pour aider d’autres compétences, comme la Chine (qui utilise actuellement le charbon pour la génération d’électricité), nous pouvons avoir un effet positif important sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Par exemple, le remplacement du charbon par le gaz naturel pour la génération d’électricité en Chine pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 à 60 %.

Francis : Est-ce que le gouvernement fédéral a signé des ententes qui pourraient être dommageables pour cette industrie?





"British Columbia also has some huge advantages." | « La Colombie-Britannique détient certains avantages importants ».

Francis: Did the Federal government sign on to agreements that will hurt this industry?

Keane: The LNG industry does not have a problem with a price on carbon in British Columbia nor do we have an issue with a potential increase on the price on carbon. But, as I mentioned earlier, we have to protect emissions intensive and trade exposed industries. Therefore, we should wait until other jurisdictions have caught up to where British Columbia is. Otherwise, you will see competing countries, that don't have the stringent regulations we have in Canada and British Columbia, capture the LNG opportunity. This could increase the amount of emissions, which would not be beneficial or helpful in combatting climate change.

Francis: On an optimism scale of 1-10, where ten is the most optimistic, where are you as to whether we are going to create a viable LNG industry in B.C.?

Keane: I'm a seven. I'm very optimistic. ■

Diane Francis, editor at large, National Post and author of "Merger of the Century: Why Canada and America Should Become One Country."

Keane : L'industrie du GNL n'a pas de problème avec un prix sur le carbone en Colombie-Britannique ni de problème avec une augmentation potentielle de ce prix. Toutefois, comme je viens de le mentionner, nous devons protéger les industries à forte concentration d'émissions et vulnérables au commerce. Par conséquent, nous devons attendre que d'autres compétences rejoignent la Colombie-Britannique où elle est rendue. Autrement, vous verrez des industries en concurrence, qui n'ont pas à respecter les réglementations strictes que nous avons au Canada et en Colombie-Britannique, sauter sur l'occasion du GNL. Cela pourrait faire en sorte d'augmenter les émissions, ce qui n'est pas bénéfique ou n'aide pas la lutte aux changements climatiques.

Francis : Sur une échelle d'optimisme de 1 à 10, où 10 est le niveau le plus optimiste, quel est votre niveau d'optimisme quant à la création d'une industrie de GNL viable en C.-B.?

Keane : Sept. Je suis très optimiste. ■

Diane Francis, envoyée spéciale, National Post, et auteure de « Merger of the Century: Why Canada and America Should Become One Country »..

Advancing British Columbia's Natural Gas Market Opportunities - An Interview with Michael Mulcahy, President and CEO of FortisBC | Promouvoir les opportunités du marché du gaz naturel en Colombie-Britannique – Une entrevue avec Michael Mulcahy, président et chef de la direction de FortisBC

BY TIMOTHY M. EGAN, PRESIDENT AND CEO OF THE CANADIAN GAS ASSOCIATION | PAR TIMOTHY M. EGAN, PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DU GAZ

Egan: You are relatively new to your role at FortisBC – looking out over the next year, what are some of your major corporate priorities.

Mulcahy: This is an exciting time at FortisBC. We have a great company with great employees. As we look out over the next years, our key priorities are focused around our customers, system integrity and safety and executing on our growth opportunities.

We are dedicated to challenging the status quo in order to provide better customer service. In the past few years, we implemented an initiative of working closer to our customers through regionalization, which entails moving the business closer to our customers. Relocating specific business groups enables regional teams to make more front-line decisions, collaborate locally and provide customized customer service.

It was also a busy year on the regulatory front. We obtained the British Columbia Utilities Commission's (BCUC) approval to proceed with the \$256 million Lower Mainland Intermediate Pressure System Upgrade (LMIPSU) project. Project construction will begin in 2018 and result in the replacement of more than 20 kilometers of intermediate pressure gas line that is either

Egan : Vous êtes relativement nouveau dans votre rôle chez FortisBC; en regardant l'année qui s'en vient, veuillez nous indiquer quelques-unes de vos priorités corporatives importantes.

Mulcahy : FortisBC vit des moments passionnants. Nous sommes une excellente société avec d'excellents employés. En examinant ce qui s'en vient au cours des prochaines années, nos priorités clés sont axées sur nos clients, sur l'intégrité et la sécurité du système et sur l'exécution de nos occasions de croissance.

Nous sommes engagés à ne pas rester de glace par rapport au statu quo afin de fournir un meilleur service à nos clients. Au cours des dernières années, nous avons mis en œuvre une initiative visant à travailler plus étroitement avec nos clients à l'aide de la régionalisation, ce qui sous-entend le déplacement de nos activités plus près de nos clients. La relocalisation de groupes commerciaux particuliers permet aux équipes régionales de prendre davantage de décisions en première ligne, de collaborer localement et de fournir un service à la clientèle personnalisé.

Cette année a été aussi occupée au point de vue réglementaire. Nous avons obtenu l'approbation de la *British Columbia Utilities Commission* (BCUC, commission des services publics de la Colombie-

nearing the end of its useful life or requiring seismic upgrades. This will ensure continued safe, reliable delivery of natural gas to our customers in the Lower Mainland.

Another initiative we continue to pursue is making it easier for customers and the public to do business with us. In 2015, we revised a number of our current customer connection policies and anticipate a decision from the BCUC in 2016. If successful, this will allow prospective customers to connect to our system at no cost.

Finally, the Tilbury Island liquefied natural gas (LNG) facility expansion in Delta has entered its second year of construction. The expanded facility will serve the growing need for natural gas for transportation, and the project itself has led to substantial job creation and a benefit to the local economy.

Britannique) pour mettre en œuvre le projet de mise à niveau du système de pression intermédiaire des basses-terres continentales [*Lower Mainland Intermediate Pressure System Upgrade (LMIPSU)*] de 256 M\$. La construction débutera en 2018 et se traduira par le remplacement de plus de 20 kilomètres de canalisation de gaz à pression intermédiaire qui arrivent à leur fin de vie utile ou qui doivent subir des mises à niveau sismiques. Cette mise à niveau assurera une livraison continue, fiable et sécuritaire de gaz naturel à nos clients des basses-terres continentales.

Nous travaillons également sur une autre initiative visant à faire en sorte que nos clients et le public puissent plus facilement faire affaire avec nous. En 2015, nous avons révisé différentes politiques actuelles de raccordement de nos clients et nous anticipons une décision de la BCUC en 2016. Si nous réussissons, nos clients potentiels pourront se



"Many people think of LNG as new, however, FortisBC has owned and operated the LNG facility at Tilbury Island since 1971." Image courtesy of FortisBC. | « Un grand nombre de personnes croient que le GNL est nouveau; toutefois, FortisBC possède et exploite l'installation de GNL de l'île de Tilbury depuis 1971 ». Photo de la part de FortisBC.

Egan: FortisBC has owned and operated LNG facilities in British Columbia for many years and you are now moving forward with expansions of these facilities. What are the LNG market opportunities here in British Columbia that you are pursuing?

Mulcahy: Many people think of LNG as new, however, FortisBC has owned and operated the LNG facility at Tilbury Island since 1971. Since then, we have seen opportunities to expand how we can use LNG, particularly around transportation and remote community power generation. In 2015, BC Ferries announced their three new vessels would be fuelled with LNG from FortisBC, and Teck Resources implemented a pilot project to convert six mine haul trucks to LNG. We continue to work with the transportation industry to find solutions that work for them – which can save 20 to 40 per cent in fuel costs compared to diesel and reduce greenhouse gas emissions on a lifecycle basis by 15 to 25 per cent compared to gasoline or diesel. We believe LNG can enable British Columbia's businesses to enhance their competitiveness and assist the province to meet its climate initiatives.

Egan: What about LNG export market opportunities – is FortisBC pursuing any export projects?

Mulcahy: We're exploring a potential additional expansion at Tilbury to the one currently underway. Hawaii Electric is interested in LNG supplied from Tilbury to help the islands transition off their dependency on imported oil-fueled power generation. Leaders there have committed to aggressive renewable energy goals including a shift to 100 per cent renewables by 2045. Hawaii Electric believes natural gas could be a good fuel solution as a bridge to that goal. We signed a conditional supply agreement that is still subject to corporate and regulatory approvals in British Columbia and Hawaii.

Egan: Developing an LNG export industry in British Columbia is a major priority for the natural gas industry and a major priority of the provincial government. Do you think the challenges around commodity markets (low oil and natural gas prices), approvals required, public acceptance etc. are insurmountable?

Mulcahy: It is true that there are challenges in developing a new export industry like LNG. We've been successful in this province at delivering projects for many years. The

raccorder à notre système sans frais.

Finalement, l'agrandissement de l'installation de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'île Tilbury à Delta est rendu à la deuxième année de construction. L'installation agrandie répondra au besoin croissant de gaz naturel pour le transport, et le projet lui-même a permis la création de nombreux emplois, en plus d'être bénéfique pour l'économie locale.

Egan : FortisBC possède et exploite des installations de GNL en Colombie-Britannique depuis de nombreuses années, et vous allez maintenant de l'avant avec les expansions de ces installations. Quelles sont les occasions de marché du GNL ici en Colombie-Britannique que vous poursuivez?

Mulcahy : Un grand nombre de personnes croient que le GNL est nouveau; toutefois, FortisBC possède et exploite l'installation de GNL de l'île de Tilbury depuis 1971. Depuis ce temps, des occasions d'élargir les façons dont nous utilisons le GNL se sont présentées, notamment dans le secteur du transport et de la génération d'électricité pour les collectivités éloignées. En 2015, BC Ferries a annoncé que ses trois nouveaux bâtiments seraient alimentés au GNL de FortisBC. De son côté, Teck Resources a mis en œuvre un projet pilote pour convertir six camions de roulage de mine au GNL. Nous continuons de travailler avec l'industrie du transport pour trouver des solutions qui fonctionneraient pour elle, lui permettant d'économiser de 20 à 40 % en coûts de carburant comparativement au diesel, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de 15 à 25 %, comparativement à l'essence ou au diesel. Nous croyons que le GNL peut permettre aux entreprises de la Colombie-Britannique d'améliorer leur compétitivité et aider la province à atteindre les objectifs de ses initiatives climatiques.

Egan : Qu'en est-il des occasions sur le marché de l'exportation de GNL? Est-ce que FortisBC poursuit des projets d'exportation?

Mulcahy : Nous explorons l'idée de faire une autre expansion à Tilbury, en plus de celle actuellement en cours. Hawaii Electric cherche à s'approvisionner en GNL à Tilbury pour aider l'île à faire la transition et se libérer de sa dépendance à la génération d'électricité alimentée au mazout importé. Les dirigeants ont pris des engagements avec des objectifs d'énergie renouvelable ambitieux, y compris une transition vers des énergies renouvelables à cent pour cent d'ici 2045. Hawaii Electric croit que le gaz naturel est une bonne solution de carburant de transition pour atteindre ces objectifs. Nous avons signé une entente d'approvisionnement conditionnel pour

key to success is working with stakeholders, government, regulators and First Nations in order to find an effective solution that benefits all parties. Those that will be successful will find this balance and we've had good success in the expansion of our LNG project at Tilbury for example. LNG is a clean energy solution and it can be stored and transported safely. It can provide an economical path to cleaner forms of energy not only domestically but also for the world.

On the commodity side it is important to remember that LNG is still lower in price than the wholesale price of diesel. LNG also has other benefits including a 15 to 25 per cent reduction in greenhouse gas emissions over diesel and is cleaner, with less particulate matter. It is for these reasons FortisBC believes LNG remains an attractive energy solution for British Columbia and beyond.

Egan: FortisBC has worked with BC Ferries and a number of truck fleet owners helping them move from diesel to LNG or CNG fueling. Using natural gas as a transportation fuel is a market

laquelle nous attendons toujours des approbations réglementaires et corporatives en Colombie-Britannique et à Hawaï.

Egan : Le développement de l'industrie d'exportation du GNL en Colombie-Britannique est une priorité importante pour l'industrie du gaz naturel ainsi que pour le gouvernement provincial. Croyez-vous que les défis entourant les marchés des services publics (bas prix du gaz naturel et du pétrole), les approbations requises, l'acceptation du public, etc. sont insurmontables?

Mulcahy : Il est vrai qu'il y a des défis à relever quand on parle de développement d'une nouvelle industrie d'exportation comme celle pour le GNL. Nous avons réussi à mener à terme des projets depuis de nombreuses années dans cette province. La clé du succès consiste à travailler avec les intervenants, le gouvernement, les régulateurs et les Premières Nations afin de trouver une solution efficace qui soit avantageuse pour toutes les parties. Ceux qui réussiront pourront dire qu'ils ont trouvé cet équilibre, et nous avons eu beaucoup de succès, par exemple, dans l'expansion de notre projet de GNL à Tilbury. Le GNL est une solution



"In 2012, FortisBC announced an incentive program for fleet operators to offset part of the cost for a natural gas engine over a diesel engine." Image courtesy of BC Ferries | « En 2012, FortisBC a annoncé un programme de mesures incitatives pour les exploitants de flottes afin d'atténuer une partie du coût d'un moteur au gaz naturel par rapport à celui d'un moteur diesel ». Photo de la part de BC Ferries.

that is moving forward in British Columbia more so than in other jurisdictions. Why do you think that is – is it FortisBC incentives, provincial government policy directives, something else?

Mulcahy: The key to success is working with policy makers and seeking opportunities to find solutions that work not only for them but for customers as well. Following the creation of the Government of British Columbia's Greenhouse Gas Reduction regulation in 2012, FortisBC announced an incentive program for fleet operators to offset part of the cost for a natural gas engine over a diesel engine. We also focus on providing ongoing service to our customers through owning the fueling infrastructure and providing technical support to them during the fuel transition. Since then, FortisBC has contributed nearly \$30 million in incentives to help companies convert vehicles to run on natural gas, including Seaspans Ferries and BC

.....

“FortisBC is the first utility in North America to directly distribute renewable natural gas to its customers.” | « FortisBC est le premier service public en Amérique du Nord à distribuer directement le GNR à ses clients ».

.....

Ferries which both announced the construction of LNG ferries; some of the first marine vessels of their kind in Canada. We've been fortunate to have the leadership and policy support from the province of British Columbia that enables delivery of the program, so it's really a combination of both policy and the program we created.

Egan: Another area FortisBC has moved forward with Renewable Natural Gas (RNG) projects. How is FortisBC making use of RNG in its distribution system – what are the benefits? Do you see more RNG projects going forward in British Columbia and across Canada?

Mulcahy: FortisBC is the first utility in North America to directly distribute renewable natural gas to its customers. Enabling this offer had its challenges. We listened to both potential customers and suppliers to see what would fit best here in British Columbia. What we heard is

énergétique propre et il peut être stocké et transporté de manière sécuritaire. Il peut offrir une voie économique pour des formes d'énergie plus propres, non seulement à l'échelle nationale, mais dans le monde entier.

Du point de vue des services publics, il est important de noter que le GNL est à un prix toujours plus bas que le prix de gros du diesel. Le GNL offre également d'autres avantages, notamment une réduction de 15 à 25 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport au diesel, tout en étant plus propre, avec moins de matière particule. Voilà les raisons pour lesquelles FortisBC croit que le GNL demeure une solution énergétique attirante pour la Colombie-Britannique et à l'extérieur.

Egan : FortisBC a travaillé avec BC Ferries et différents propriétaires de flotte de camions pour les aider à passer du diesel au carburant de GNL ou de gaz naturel comprimé. L'utilisation du gaz naturel comme carburant pour le transport est un marché qui progresse plus rapidement en Colombie-Britannique que dans d'autres compétences. Quelle en est la raison selon vous? Est-ce à cause de mesures incitatives de FortisBC, des directives provinciales en matière de politique ou autre chose?

Mulcahy : La clé du succès consiste à travailler avec les décideurs et à chercher des occasions pour trouver des solutions qui fonctionnent pour eux et pour les clients. À la suite de la création de la réglementation sur la réduction des gaz à effet de serre de la Colombie-Britannique en 2012, FortisBC a annoncé un programme de mesures incitatives pour les exploitants de flottes afin d'atténuer une partie du coût d'un moteur au gaz naturel par rapport à celui d'un moteur diesel. Nous avons également mis l'accent sur la prestation de service continu à nos clients en les aidant à devenir propriétaires de l'infrastructure d'avitaillement et en leur offrant du soutien technique pour les aider durant le changement de carburant. Depuis ce temps, FortisBC a contribué à une hauteur de 30 M\$ environ en mesures incitatives pour aider les entreprises à convertir les véhicules au gaz naturel, notamment Seaspans Ferries et BC Ferries, qui ont annoncé la construction de traversiers au GNL, parmi les premiers bâtiments maritimes de leur genre au Canada. Nous avons été chanceux d'avoir la direction et le soutien politique de la province de la Colombie-Britannique qui nous ont permis d'offrir ce programme; il s'agit bien d'une combinaison de la politique et du programme que nous avons créés.

Egan : Le gaz naturel renouvelable (GNR) est un autre secteur où FortisBC est allée de l'avant.



that there were customers – both residential and commercial, throughout the province who would like a renewable natural gas option. But what we heard from suppliers is that cost is an issue in bringing these projects to market. However, having access to our network of customers at a reasonable cost was important for the viability of the industry.

The RNG Program bridges those interests and continues to grow. In 2014, we introduced an option that allows customers the ability to select the amount of RNG they subscribe to – anywhere from five to 100 per cent. It allows customers to continue to use their natural gas equipment while lowering their greenhouse gas (GHG) footprint. RNG can be used in any application where natural gas service exists, including some of the emerging transportation programs we've discussed. In fact, the City of Surrey is looking to fuel a garbage collection fleet with RNG from their proposed digester through our system and Compressed Natural Gas (CNG) fueling infrastructure.

On the supply front, we continue to receive expressions of interest for biogas and biomethane supply projects. We are evaluating these potential supply projects and will work with suppliers to determine if we can upgrade biomethane at their site to utility-ready renewable natural gas.

FortisBC has received approval from the BC Utilities Commission for four additional renewable natural gas purchase agreements in addition to the ones already up and running. These agreements will result in new renewable gas production facilities located in three Lower Mainland municipalities. The projects that

Comment FortisBC utilise-t-elle le GNR dans son système de distribution et quels sont les avantages? Voyez-vous davantage de projets de GNR aller de l'avant en Colombie-Britannique et à la grandeur du Canada?

Mulcahy : FortisBC est le premier service public en Amérique du Nord à distribuer directement le GNR à ses clients. Il a fallu relever des défis pour mettre en œuvre cette offre. Nous avons écouté les clients potentiels et les fournisseurs pour voir ce qui conviendrait le mieux ici en Colombie-Britannique. Nous avons entendu dire que certains clients, résidentiels et commerciaux, à la grandeur de la province aimeraient avoir l'option du GNR. Mais du côté des fournisseurs, nous entendions dire que le coût était un problème pour la mise en œuvre de ces projets sur le marché. Toutefois, avoir accès à notre réseau de clients à un coût raisonnable était important pour la viabilité de l'industrie.

Le programme de GNR fait le pont entre ces intérêts et continue à croître. En 2014, nous avons introduit une option qui donne la capacité aux clients de choisir la quantité de GNR qu'ils souhaitent se procurer, de 5 à 100 %. Cela permet aux clients de continuer à utiliser leur équipement de gaz naturel, tout en réduisant leur empreinte de gaz à effet de serre (GES). Le GNR peut être utilisé dans toutes les applications où un service de gaz naturel existe, y compris certains programmes de transport dont nous avons discuté. En réalité, la ville de Surrey cherche à avitailler une flotte de véhicules de collecte de déchets avec le GNR produit à partir de leur digesteur proposé, tout en étant reliée à notre système et à l'infrastructure d'avitaillage en gaz naturel comprimé (GNC).

Du point de vue de l'approvisionnement, nous continuons à recevoir des lettres d'intérêts pour des projets d'approvisionnement de biogaz et biométhane. Nous évaluons ces projets potentiels et nous travaillons avec les fournisseurs pour déterminer si nous pouvons mettre à niveau avec le biométhane leur site pour être prêt à se raccorder au service public de GNR.

FortisBC a obtenu l'approbation de la BCUC pour quatre ententes d'achat de GNR additionnelles en plus de celles déjà en cours. Ces ententes se traduiront par de nouvelles installations de production de GNR situées dans trois municipalités des basses-terres continentales. Ces projets devraient voir le jour au cours des prochaines années, notamment : la ferme Seabreeze à Delta, la ferme Dicklands à Chilliwack et l'usine de traitement des eaux usées de l'île Lulu à Richmond.



"RNG can be used in any application where natural gas service exists, including some of the emerging transportation programs." | « Le GNR peut être utilisé dans toutes les applications où un service de gaz naturel existe, y compris certains programmes de transport ».

are expected to proceed over the next few years and include: Seabreeze Farm in Delta, Dicklands Farm in Chilliwack and the Lulu Island Wastewater Treatment Plant in Richmond.

While the total supply is still fairly modest we believe that we've been able to show that it is a viable form of renewable energy and something that can be part of transitioning to a lower carbon world.

Egan: You are the new Chair of the Canadian Gas Association – what do you think some of the major challenges facing the natural gas distribution industry are?

Mulcahy: The natural gas industry has a long history of supporting innovation and this can play a pivotal role in helping Canada achieve its environmental goals. Looking at appliance efficiency, for example, over the last 20 years we've transitioned to a situation where natural gas for space and water heating can achieve better than 95 per cent efficiency. In fact, in British Columbia all new furnaces must be better than 95 per cent efficient.

Natural gas is inherently a cleaner burning fuel than many other alternatives we have today, and it is an economical choice. That is the challenge that we have: introducing measures that improve emissions while at the same time doing it in an economical way. Natural gas provides this path. Through emerging natural gas technologies in transportation and renewable natural gas, as well as efficient direct use of natural gas, natural gas utilities throughout the country can find solutions that help meet Canada's economic and environmental objectives. ■

Bien que l'approvisionnement total demeure modeste, nous croyons que nous serons en mesure de démontrer qu'il s'agit d'une forme viable d'énergie renouvelable et quelque chose qui peut faire partie de la transition vers un monde avec des émissions de CO2 plus faibles.

Egan : À titre de nouveau président de l'Association canadienne du gaz, pouvez-vous nous parler de quelques défis importants que doit relever l'industrie de distribution du gaz naturel?

Mulcahy : L'industrie du gaz naturel a une longue histoire de soutien de l'innovation, et cela peut jouer un rôle vital pour aider le Canada à atteindre ses objectifs environnementaux. Par exemple, si l'on examine l'efficacité énergétique des électroménagers au cours des 20 dernières années, nous sommes rendus à une situation où le gaz naturel pour le chauffage de l'espace et de l'eau peut atteindre une efficacité énergétique supérieure à 95 %. En réalité, tous les nouveaux appareils de chauffage en Colombie-Britannique doivent avoir une efficacité énergétique supérieure à 95 %.

Le gaz naturel est un carburant à combustion bien plus propre que de nombreux autres choix que nous avons aujourd'hui, en plus d'être un choix économique. Voilà le défi que nous devons relever : introduire des mesures qui améliorent les émissions, tout en le faisant d'une manière économique. Le gaz naturel nous permet de suivre cette voie. Grâce aux technologies de gaz naturel émergentes dans le transport et le GNR, ainsi que l'utilisation directe et efficace du gaz naturel, les installations de gaz naturel à la grandeur du pays peuvent trouver des solutions qui aident le Canada à atteindre ses objectifs économiques et environnementaux. ■

What do you Think the Strategy Should Look Like? | À quoi, selon vous, cette stratégie devrait-elle ressembler?

The Prime Minister has committed, and held, to a first ministers' conference within 90 days of the 2015 Paris Summit to work out a national climate strategy. | [Le premier ministre du Canada s'est engagé à organiser une conférence des premiers ministres dans les 90 jours suivant la conférence sur le climat de 2015 à Paris afin d'élaborer une stratégie climatique nationale.](#)

Selon vous, à quoi devrait ressembler cette stratégie?

VIEWS FROM OUR POLITICAL COMMENTATORS: NDP, CONSERVATIVE AND LIBERAL | LES POSITIONS DE NOS ANALYSTES: NDP, CONSERVATEUR, ET LIBÉRAL



BY | PAR KATHLEEN MONK

It's a new year, and spring has sprung, but if you were hoping politics would shift to the back burner now that the election is over, I'm sorry, but 2016 will be packed with political punch. Politicians (and the price of oil) will continue to dominate the headlines. Our neighbours to the south are occupied with Presidential primaries and here in Canada the political calendar is just as busy.

While I didn't make the White House's invite list for the Canada-U.S. State Dinner, I'm not upset.

C'est le début d'une nouvelle année, et le printemps est arrivé. Toutefois, si vous aviez l'impression que les questions politiques seraient mises en veilleuse maintenant que les élections sont terminées, j'ai le regret de vous annoncer que l'année 2016 sera remplie de rebondissements politiques. Les politiciens (tout comme le prix du pétrole) continueront de faire les manchettes. Nos voisins du sud sont occupés par les élections primaires à la présidence, et ici au Canada, le calendrier politique est tout aussi chargé.

Bien que mon nom ne figurait pas sur la liste des invités au souper d'État entre le Canada et les États-Unis tenu à la Maison-Blanche, je n'en suis pas offusqué. Au lieu de siroter du champagne sur la Pennsylvania Avenue, j'aurais préféré me trouver à la réunion des premiers ministres à Vancouver en mars dernier. Contrairement à la petite fête organisée à la Maison-Blanche, la réunion des premiers ministres a été marquante par son style, sa substance et son importance.

Ayant eu lieu tout juste quatre mois après l'arrivée au pouvoir de Justin Trudeau, cette réunion confirme que le style du premier ministre est nettement différent de celui de son prédécesseur Stephen Harper. Tout au long de sa décennie au pouvoir, M. Harper n'a organisé qu'une seule réunion officielle des premiers

Instead of sipping champagne off Pennsylvania Ave, I would have rather attended the First Ministers' meeting in Vancouver this past March. As opposed to the White House shin-dig, the First Ministers' meeting was noteworthy: in style, substance and significance.

The meeting, just four months into Prime Minister Trudeau's government confirms that Trudeau's style is markedly different than his predecessor Stephen Harper. Throughout his decade in power, Harper only held one formal First Ministers' conference in 2009 and already this is Trudeau's second meeting. Trudeau's openness to dialogue should be applauded.

In terms of substance, the Premiers met with Trudeau to hash-out a national climate strategy. At the Paris Summit Canada supported the global goal of keeping rising average temperatures to within 1.5 degrees Celsius, announced \$100 million annual investment in clean technology and \$2.65 billion over five years to help developing countries tackle climate change. But it did not announce new GHG reduction targets.

What is needed now are new domestic targets to reduce GHG emissions and a robust plan to meet them. If they're looking for ideas, in 2006, my old boss, Jack Layton put forth his targets in the Climate Change Accountability bill. It set out a short-term target 34 per cent below 1990 levels by 2030 and a long term target 80 per cent below 1990 levels by 2050. The Premiers also need to create a pan-Canadian cap-and-trade system that puts a price on carbon and look at investing in transit to help our cities reduce emissions. At the Vancouver meeting in March they were able to agree in principle for a carbon-pricing mechanism — although offered no specifics on how it would work.



“With the economy reeling from the downturn in the resource sector, what we need is climate leadership.” | « Avec une économie encore ébranlée par le ralentissement du secteur des ressources, ce dont nous avons besoin, c'est d'un leadership en matière de climat ».

ministres en 2009, alors qu'il s'agit déjà de la deuxième réunion de M. Trudeau. L'ouverture au dialogue de ce dernier mérite donc d'être applaudie.

Sur le plan de la substance, précisons que les premiers ministres ont rencontré M. Trudeau pour discuter de la stratégie climatique nationale. Lors de la conférence de Paris, le Canada a exprimé son appui à l'objectif mondial pour empêcher que les températures sur la planète n'augmentent de plus de 1,5 degré Celsius, tout en y annonçant un investissement de 100 millions de dollars annuellement dans les technologies propres, ainsi que de 2,65 milliards de dollars sur cinq ans pour aider les pays en développement à s'attaquer aux changements climatiques. Toutefois, le Canada n'a pas annoncé de nouvelles cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (AES).

Nous devons donc maintenant déterminer de nouvelles cibles nationales pour réduire les émissions de GES et établir un plan musclé pour les atteindre. Si l'on cherche des idées à ce sujet, mon ancien patron, Jack Layton, avait annoncé ses cibles dans le projet de loi sur la responsabilité en matière de changements climatiques. On y trouve un objectif à court terme d'en arriver à 34 % sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et un objectif à long terme de se trouver à 80 % sous les niveaux de 1990 d'ici 2050. Les premiers ministres doivent également mettre en place un système pancanadien de plafonnement et d'échange qui met un prix sur les émissions de carbone, tout en envisageant des investissements dans le transport en commun pour aider nos villes à réduire les émissions de GES. Lors de la réunion de Vancouver en mars dernier, les participants ont été en mesure de parvenir à un accord de principe à propos d'un mécanisme d'établissement de prix pour les émissions de carbone, sans toutefois préciser le fonctionnement de celui-ci.

Du point de vue de leur importance, les réunions organisées sur les deux côtés de la frontière peuvent être considérées comme des réussites. Le président Obama et le premier ministre Trudeau ont annoncé un engagement à réduire, d'ici 2025, les émissions de GES provenant du secteur pétrolier et gazier jusqu'à 45 % sous les niveaux de 2012, alors que la réunion des premiers ministres au pays s'est conclue sur une note positive avec un accord sur le cadre de travail d'un plan pour contrer les changements climatiques.



"The Premiers met with Trudeau in Vancouver this past March to hash-out a national climate strategy." | « Précisons que les premiers ministres ont rencontré M. Trudeau à Vancouver pour discuter de la stratégie climatique nationale ».

In terms of significance, the meetings on both sides of the border can be called a success. President Obama and Trudeau announced a commitment to cut emissions from the oil and gas sector by up to 45 per cent below 2012 levels by 2025 and the First Ministers' meeting concluded on a positive note with the agreement on a 'climate change plan framework'.

With the economy reeling from the downturn in the resource sector, what we need is climate leadership. In the past, Premiers and provinces have led the federal government on smart policy initiatives such as bulk drug purchases to reduce our healthcare costs and now is their time to lead on climate. In fact, Premier Rachel Notley is already doing so. It's 2016 and if we want a cleaner and greener economy we need to act now. The cost of addressing climate change will only continue to rise. ■

Kathleen Monk is a public affairs and communications strategist with over 15 years of experience in media, government and the non-profit sector. She appears regularly on CBC The National's preeminent political panel, The Insiders, and provides analysis for CBC News Network's Power and Politics.

Avec une économie encore ébranlée par le ralentissement du secteur des ressources, ce dont nous avons besoin, c'est d'un leadership en matière de climat. Par le passé, les premiers ministres et les provinces ont pris les devants sur le gouvernement fédéral grâce à des initiatives politiques judicieuses, comme l'achat de médicaments en vrac pour réduire le coût des soins de santé. Il est maintenant temps que le gouvernement fédéral prenne l'initiative sur la question des changements climatiques. En fait, la première ministre de l'Alberta Rachel Notley agit déjà en ce sens. Nous sommes en 2016, et si nous voulons nous doter d'une économie plus écologique et plus propre, nous devons agir maintenant. Il faut se rappeler que les coûts pour s'attaquer aux changements climatiques ne cesseront d'augmenter. ■

Kathleen Monk est un stratège en communications qui possède plus de 15 années d'expérience dans les secteurs gouvernemental, des médias et des organismes à but non lucratif. Elle est souvent invitée comme imminente commentatrice politique à l'émission The National – The Insiders de la CBC. Elle fait aussi part de ses analyses dans le cadre de Power and Politics du réseau CBC News.



BY | PAR TIM POWERS

Since taking office last November new Prime Minister Justin Trudeau has demonstrated that he intends to be a very active leader and command an activist government. Trudeau has attended various summits around the world, including COP21 in Paris just before Christmas. His frenetic pace seems to both reflect his personality and be designed to convey the message that his government will get things done.

Just like when his predecessor Stephen Harper was first elected his popularity remains high and he is leaving his opponents in his dust. For example, a recent Abacus Data poll, released on January 15, 2016, found that approval of Prime Minister Trudeau personally was at 57 per cent, while disapproval was 24 per cent; underlining that a very large proportion of the positive feeling about the government has to do with reactions to Mr. Trudeau himself - See more at: <http://abacusdata.ca/how-do-we-feel-about-the-trudeau-government/#sthash.BSbE9fbw.dpuf>

On the climate change front Trudeau government officials would argue they are doing everything Stephen Harper didn't do - a deliberate strategic contrast if there ever was one. They are aiming for higher emission targets. Though these have not been established yet. They are working collaboratively with the provinces. Ontario and Saskatchewan might have different perspectives here. By styling Catherine McKenna as the Minister of Environment and Climate Change they are signaling the importance of their commitment to GHG reductions. The cynics might ask does anyone remember Kyoto and ponder what really is in a name.

Depuis son entrée en fonction en novembre dernier, le nouveau premier ministre Justin Trudeau a démontré qu'il entend être un leader très dynamique à la tête d'un gouvernement activiste. M. Trudeau a participé à divers sommets dans le monde, y compris la 21e Conférence des Parties (CdP 21) à Paris juste avant Noël. Son rythme effréné semble à la fois refléter sa personnalité et vouloir faire passer le message que son gouvernement obtiendra des résultats.

Comme cela a été le cas pour son prédécesseur Stephen Harper à sa première élection, M. Trudeau conserve encore sa grande popularité, tout en distançant royalement ses adversaires. Par exemple, selon un récent sondage d'Abacus Data publié le 15 janvier 2016, le taux de satisfaction de la population à l'égard de M. Trudeau personnellement s'élevait à 57 %, alors que le taux d'insatisfaction était de 24 %; ce qui indique qu'une très grande partie de la perception positive envers le gouvernement repose en fait sur les réactions favorables de la population envers M. Trudeau lui-même. Pour en savoir davantage à ce sujet, veuillez consulter : <http://abacusdata.ca/how-do-we-feel-about-the-trudeau-government/#sthash.BSbE9fbw.dpuf>

Sur le plan des changements climatiques, les représentants du gouvernement Trudeau pourraient avancer qu'ils font tout ce que Stephen Harper n'a pas fait, ce qui représente manifestement un contraste stratégique délibéré. Le gouvernement Trudeau vise des cibles plus élevées en matière d'émissions, bien que ces cibles n'aient pas encore été définies. Il travaille aussi en collaboration avec les provinces. Toutefois, l'Ontario et la Saskatchewan ont peut-être un point de vue différent à ce propos. En nommant Catherine McKenna ministre de l'Environnement et du Changement climatique, le gouvernement Trudeau souligne l'importance de son engagement envers la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les esprits cyniques pourraient toutefois demander si l'on se rappelle de Kyoto et ce que représente réellement un nom.

M. Trudeau a respecté sa promesse de rencontrer les premiers ministres 90 jours après la tenue de la CdP 21. Tous ces dirigeants se rencontrèrent au début du mois de mars pour discuter des changements climatiques. Comme c'est le cas dans d'autres dossiers, une partie de la stratégie de M. Trudeau consiste à démontrer que le fait d'organiser davantage de réunions et de discussions témoigne de son engagement



"In early March, provincial leaders convened to talk climate change." | « Les dirigeants provinciaux se sont rencontrés au début du mois de mars pour discuter des changements climatiques ».

The prime minister kept his promise to meet with the first ministers 90 days after COP 21. All these leaders convened again to talk climate change in March. Part of Trudeau's strategy here, as it is on other matters, is to demonstrate that more meetings and more discussions show a commitment to action. That conversation will eventually lead to outcome and a national plan on greenhouse gas reduction; that a different tone will engender goodwill which in turn will produce collaboration or at the very least momentum.

The Prime Minister's approach is not without political risk. By nature he is an optimistic, even enthusiastic, leader with the language to match. As a consequence, his rhetoric can outpace the reality of what can be done. High political expectations can be a politician's worst nightmare.

Will the active Prime Minister be able to become an outcomes one? It is far too early to tell. Today's forecast is for Sunny Ways. Tomorrow's weather remains unknown. ■

Tim Powers, is the Vice-Chairman of Summa Strategies Canada and the managing partner of Abacus Data, both headquarter are in Ottawa. Mr. Powers appears regularly on CBC's Power and Politics program as well as on VOXM in his home province of Newfoundland and Labrador.

à faire avancer les choses. Ces discussions déboucheront tôt ou tard sur des résultats et sur l'élaboration d'un plan national de réduction des émissions de gaz à effet de serre; ce ton différent amènera alors de la bonne volonté, qui à son tour, pavera la voie à la collaboration ou, à tout le moins, donnera un élan aux efforts pour contrer les changements climatiques.

La façon de faire du premier ministre n'est pas sans risque politique. M. Trudeau est un leader optimiste, voire enthousiaste, et ses paroles en témoignent. C'est pourquoi sa rhétorique peut aller au-delà de ce qui peut réellement être fait. Cependant, de grandes attentes politiques peuvent parfois devenir le cauchemar d'un politicien.

Est-ce que notre premier ministre sera en mesure de livrer la marchandise? Il est bien trop tôt pour le dire. Les prévisions du jour font état de « voies ensoleillées », mais nous ne savons pas encore ce que nous réservera le temps demain. ■

Tim Powers est vice-président de Summa Strategies Canada ainsi que président d'Abacus Data, toutes deux ayant leur siège social à Ottawa. M. Powers est souvent invité à l'émission Power and Politics du réseau de télévision CBC, ainsi qu'à la chaîne VOXM de Terre-Neuve-et-Labrador, sa province d'origine.



BY | PAR STEPHEN HAMPTON

At the beginning of the Paris climate talks, the President of France, Francois Hollande, said to the world, “Never have the stakes of an international meeting been so high, since what is at stake is the future of the planet, the future of life,” and this set the tone for the seriousness of the talks and the work that each signatory country has to do.

While developing this plan there are some key guiding principles that need to be kept in mind to ensure that Canada’s new climate strategy will be successful. For this to happen, the climate strategy needs to encourage innovation and investments in new and emerging clean technologies in partnership with the private sector. Secondly, the strategy needs to be in partnership with Canada’s energy sector to ensure a collaborative effort is made to reduce carbon emissions and meet targets. Finally, and perhaps most importantly, the strategy needs to be a truly Canadian approach, that unifies the country and does not pit one part against another.

To ensure the success of this strategy, it needs to inspire innovation and investments in clean technology. While in Davos, the Prime Minister told the world that “we need policies that encourage science, innovation and research... and we need governments willing to invest in making all that happen, while recognizing the dynamic innovation that happens in the private

Au début des pourparlers liés à la Conférence de Paris sur les changements climatiques, le président de la France, M. François Hollande, a déclaré que « Jamais, je dis bien jamais, l’enjeu d’une réunion internationale n’avait été aussi élevé. Car ce sont les peuples et des milliards d’êtres humains qui ont le regard porté sur nous. » Cette déclaration donnait le ton aux discussions et mettait l’accent sur les obligations qui incombent à chaque pays signataire.

Il existe quelques principes directeurs clés que nous devons garder à l’esprit pour veiller à ce que l’élaboration de la nouvelle stratégie canadienne sur le changement climatique soit un succès. Tout d’abord, cette stratégie doit favoriser l’innovation et les investissements dans de nouvelles technologies propres en partenariat avec le secteur privé. Ensuite, elle doit être élaborée de concert avec le secteur énergétique du Canada pour permettre de réduire les émissions de carbone et d’atteindre les résultats escomptés. Enfin, facteur peut-être le plus important, la stratégie se doit d’être une démarche unificatrice, qui ne monte pas une partie du pays contre une autre.

Pour que la stratégie soit fructueuse, elle doit inspirer l’innovation et les investissements dans les technologies propres. Lors de son passage à Davos, le premier ministre a fait ressortir que « Nous avons besoin de politiques qui encouragent la science, l’innovation et la recherche... Et nous avons besoin de gouvernements qui sont prêts à investir pour concrétiser tout cela, tout en mettant en valeur l’innovation dynamique qui caractérise le secteur privé ». La nouvelle stratégie canadienne sur le changement climatique offre une occasion unique d’encourager les investissements et l’innovation dans les technologies propres, en tant que gouvernement et partenaire avec le secteur privé. Cela comprend de nouvelles sources d’énergie renouvelable, mais doit également englober des manières novatrices de réduire les émissions pour nos sources d’énergie non renouvelables.

La nouvelle stratégie canadienne sur le changement climatique ne peut faire fi de notre secteur énergétique et doit être élaborée au fil de consultations à grande échelle qui découleront d’un partenariat, lequel aura pour objet de réduire les émissions tout en faisant croître

“Canada’s new climate change strategy cannot be exclusive of our energy sector and needs to be crafted with extensive consultations.” | « La nouvelle stratégie canadienne sur le changement climatique ne peut faire fi de notre secteur énergétique et doit être élaborée au fil de consultations à grande échelle ».



sector.” Canada’s new climate strategy offers a unique opportunity to incentivize investments and innovation in clean technology, both as a government and as a strong partner with the private sector. This includes new developing renewable energy sources but also must include new innovative ways of reducing emissions for our non-renewable energy sources.

Canada’s new climate change strategy cannot be exclusive of our energy sector and needs to be crafted with extensive consultations that result in a partnership with the goal of reducing emissions while growing our economy. Far too often international agreements like the Paris Agreement result in a lot of posturing but little action. This strategy needs to be impactful in a quantifiable way to ensure its integrity and credibility, which can only be done through open consultations and a joint partnership between the government and our energy sectors.

Finally, the climate change strategy has to be a Canadian approach that unifies our country to act as one and does not pit one part of the country against another. The prime minister has already committed to allowing each province to take the approach that works best for them. Justin Trudeau speaks often about Canadians coming together and tackling a problem and like the way Canadians rallied to welcome Syrian refugees, Canadians must now rally together to fight climate change.

As Justin Trudeau and his team continue to craft Canada’s new climate change strategy, it must include a clear pathway for job creation and innovation in partnership with the private sector, it must be a result of extensive consultations and energy sector partnership, and it must be truly Canadian. ■

Stephen Hampton is a Consultant at Crestview Strategy, a public affairs agency with offices in Toronto and Ottawa. Stephen started his career on Parliament Hill and has worked for political campaigns at all levels of government.

notre économie. Trop souvent, des ententes internationales comme celle de Paris donnent lieu à des prises de position, mais à peu de mesures concrètes. Or, cette stratégie doit avoir une incidence quantifiable pour en assurer l’intégrité et la crédibilité, ce qui ne peut se faire qu’au moyen de consultations franches et d’un partenariat entre le gouvernement et les secteurs de l’énergie.

Enfin, la stratégie sur le changement climatique se doit d’être une démarche canadienne qui unifie notre pays et ne monte pas une partie contre l’autre. Le premier ministre s’est déjà engagé à permettre à chaque province de choisir la démarche qui lui convient le mieux. Justin Trudeau parle souvent de la façon dont la population canadienne se serre les coudes pour résoudre un problème et de la manière dont elle s’est ralliée pour accueillir les réfugiés syriens. Les Canadiens et Canadiennes doivent maintenant unir leurs forces pour lutter contre le changement climatique.



À mesure que Justin Trudeau et son équipe continue élaborer une nouvelle stratégie sur le changement climatique, cette dernière devra inclure une voie claire vers la création d’emplois et l’innovation en partenariat avec le secteur privé, et être le fruit d’un vaste processus de consultation et d’un partenariat avec le secteur de l’énergie, tout en étant véritablement d’essence canadienne. ■

Stephen Hampton est consultant chez Crestview Strategy, une agence d’affaires publiques ayant des bureaux à Toronto et à Ottawa. Stephen a commencé sa carrière sur la Colline du Parlement et a travaillé à des campagnes politiques à tous les niveaux de gouvernement.

NATURAL GAS:



THE SAFEST ENERGY DELIVERY SYSTEM IN CANADA

Safety is the core value for Canada's natural gas utilities. We take a number of steps to help maintain our longstanding record of safely and reliably delivering natural gas to homes and businesses across the nation.

La sécurité est la valeur fondamentale des services publics de gaz naturel au Canada. Nous prenons des mesures pour maintenir notre longue expérience de distribution sécuritaire et fiable de gaz naturel aux résidences et aux entreprises partout au pays.

NATURAL GAS MEANS: SAVINGS FOR CONSUMERS

Households that use natural gas for heating and water heating save \$2,000 or more per year compared to homes using propane, electricity and heating oil for the same applications.

Les ménages qui utilisent le gaz naturel pour le chauffage et l'eau chaude économisent 2 000 dollars ou plus par année, comparativement aux résidences qui utilisent le propane, l'électricité et le mazout pour les mêmes besoins.



An Interview with Natural Resources Minister, the Honourable Jim Carr | Entrevue avec le ministre des Ressources naturelles, l'honorable Jim Carr

BY TIMOTHY M. EGAN, PRESIDENT AND CEO OF THE CANADIAN GAS ASSOCIATION | PAR TIMOTHY M. EGAN, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DU GAZ

Jim Carr has an impressively diverse background including time as an oboist with the Winnipeg Symphony Orchestra (in his teens), Executive Director of the Manitoba Arts Council, journalist, MLA in the Manitoba Legislature, community leader and President of the Business Council of Manitoba. But it is his new job as Member of Parliament for Winnipeg South Centre and Minister of Natural Resources that he says has him most excited. I had the opportunity to sit down with

Jim Carr possède une riche expérience dans des domaines variés, ayant occupé des postes comme hautboïste avec l'orchestre symphonique de Winnipeg (dans son adolescence), directeur exécutif du Conseil des arts du Manitoba, journaliste, MAL de la législature de Winnipeg, dirigeant communautaire et président du Business Council of Manitoba. Mais, ce sont ses nouvelles fonctions comme député pour Winnipeg-Sud-Centre et ministre des



The Honourable Jim Carr, Minister of Natural Resources (right) and Timothy M. Egan, President and CEO, Canadian Gas Association (left). | L'honorable Jim Carr, ministre des Ressources naturelles Canada (à droite) et Timothy M. Egan, président et chef de la direction, Association canadienne du gaz (à gauche).

Minister Carr and discuss his first few months on the job, his mandate, and his thoughts on important energy issues facing Canada. Below is a transcript of that interview.

Egan: You have held the role of Minister of Natural Resources now for about four months. How are you finding it so far?

Minister Carr: It is exhilarating, intense, satisfying, overwhelming in its complexity, breadth and depth, and I feel privileged to be here. Energy and natural resources are at the convergence of some of the most important issues facing our country – indigenous engagement, economic growth, environmental sustainability, - and all at a time when commodity prices are low and people are hurting with significant job losses particularly in Alberta, Saskatchewan, and Newfoundland and Labrador. We have fiscal instruments to help and some have been announced, but we have also been busy positioning Canada for the medium and longer-term. We signed on to Mission Innovation in Paris at COP21 that

Ressources naturelles qui l'enthousiasment le plus. J'ai eu l'occasion de m'asseoir avec le ministre Carr pour discuter de ses premiers mois en fonction, de son mandat et des importants enjeux énergétiques auxquels le Canada est confronté. Voici une transcription de cette entrevue.

M. Egan : Vous occupez le poste de ministre des Ressources naturelles depuis maintenant près de quatre mois. Quelles en sont vos premières impressions?

Le ministre Carr : C'est très exaltant, intense, satisfaisant et impressionnant en fait de complexité, d'ampleur et de profondeur, et c'est un privilège pour moi d'être ici. L'énergie et les ressources naturelles sont à la convergence de certains des plus grands enjeux auxquels notre pays est confronté – engagement autochtone, croissance économique, durabilité environnementale – et tout cela à un moment où les prix des produits de base sont bas et les gens souffrent par suite des importantes pertes d'emploi, plus particulièrement en



"An MOU between Canada, Mexico and the United States was recently signed to facilitate further cooperation on innovation and a number of other areas important to all three countries." | « Le Canada, les États-Unis et le Mexique ont signé un PE en vue de faciliter la coopération en matière d'innovation ainsi que dans nombre d'autres domaines d'importance pour les trois pays ».

sees us doubling our investments in R&D. I also had the pleasure of recently hosting in Winnipeg a joint meeting with U.S. Secretary of Energy Ernest Moniz and Mexico's Secretary of Energy, Pedro Joaquín Coldwell. At this meeting we signed another Memorandum of Understanding (MOU) to facilitate further cooperation on innovation and a number of other areas important to all three countries.



Egan: You talked about commodity prices, what do you think the prospects are for Canada's LNG export projects, given low global natural gas prices.

Minister Carr: It is a tough moment. There is an abundant global supply of natural gas and prices are low. Investors are understandably looking very carefully at the short term, but we are confident in the medium and long-term that Canada's export projects will be competitive. Now, we did get export licenses from the Americans for Pieridae Energy Ltd. and Bear Head LNG and that is great news. It is a significant breakthrough that will yield jobs in Atlantic Canada and it is a great signal. We are very happy to have been able to facilitate those.

.....

“We need to get natural gas to their markets.” | « Nous devons amener le gaz naturel sur leurs marchés ».

.....

Egan: Is your sense from the International Community that, markets aside, they want Canadian natural gas as part of the mix?

Minister Carr: Yes, that is what I'm hearing and I believe they do. And we need to get natural gas to their markets. This is why we are working with all stakeholders - industry leaders, environmentalists, and Indigenous leaders. In fact, we recently held three roundtables bringing together a range of stakeholders to understand all perspectives in order to ensure we go about developing and getting our energy to market in the right way.

Egan: Is your sense from your conversations with Indigenous leaders that there is a willingness to move projects forward in the

Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador. Nous disposons d'instruments budgétaires pour leur venir en aide et certains ont été annoncés, mais nous nous sommes aussi employés à positionner le Canada à moyen et à long terme. Nous avons adhéré à la Mission Innovation à Paris à la COP21, qui nous voit doubler nos investissements dans la R et D. J'ai aussi eu le plaisir de tenir tout récemment à Winnipeg une réunion conjointe avec le secrétaire de l'Énergie des États-Unis, Ernest Moniz, et le secrétaire de l'Énergie du Mexique, Pedro Joaquín Coldwell. À l'occasion de cette réunion, nous avons signé un autre protocole d'entente (PE) en vue de faciliter la coopération en matière d'innovation ainsi que dans nombre d'autres domaines d'importance pour les trois pays.

M. Egan : Vous avez parlé des prix des produits de base. Quelles sont, selon vous, les perspectives pour les projets d'exportation de GNL du Canada, compte tenu des faibles prix du gaz naturel à l'échelle mondiale?

Le ministre Carr : C'est un moment difficile. Il y a une abondante réserve mondiale de gaz naturel et les prix sont bas. On comprend bien que les investisseurs étudient soigneusement les possibilités à court terme, mais nous sommes confiants qu'à moyen et à long terme, les projets d'exportation du Canada seront concurrentiels. Maintenant, nous avons obtenu des permis d'exportation d'Americans for Pieridae Energy Ltd. et Bear Head LNG, et ce sont d'excellentes nouvelles. Il s'agit d'une percée décisive qui créera des emplois dans le Canada atlantique et c'est un excellent signal. Nous sommes très heureux d'avoir été en mesure de contribuer à ceux-ci.

M. Egan : Avez-vous l'impression que la communauté internationale, mis à part les marchés, souhaite voir le gaz naturel canadien faire partie de l'équation?

Le ministre Carr : Oui, c'est ce que j'entends et je crois que c'est ce qu'ils veulent. Et nous devons amener le gaz naturel sur leurs marchés. C'est pourquoi nous travaillons avec les parties intéressées - chefs d'industries, écologistes et dirigeants autochtones. En fait, nous avons récemment tenu trois tables rondes réunissant différentes parties intéressées en vue de mieux comprendre toutes les perspectives et de nous assurer de développer notre énergie et de l'amener sur le marché de la bonne façon.



“The Prime Minister has said that there is no relationship more important than our relationship with First Nations and that view stretches across our government.” | « Le premier ministre a dit qu'il n'y avait aucune relation plus importante que celle que nous entretenons avec les Premières Nations, et ce point de vue s'étend à l'ensemble de notre gouvernement ».

right circumstances?

Minister Carr: There are as many points of view as there are communities. But if you are asking me to generalize on those values that are important to Indigenous communities it is respect for the natural environment, for the water and the air, and it is jobs and opportunity for young people. We all have a lot to learn about both of those things in the context of those communities. The Prime Minister has said that there is no relationship more important than our relationship with First Nations and that view stretches across our government. In fact, it was at the heart of ministerial mandate letters. The Prime Minister also says that it is the principal responsibility of the Government of Canada to move our natural resources to market sustainably. What does sustainably mean? That means with an eye on environmental consequences which is why upstream GHG emissions and meaningful consultation with indigenous communities are now going to be a part of the principles to be assessed when we look at proposed energy projects. I am very optimistic that this is the appropriate way forward. As you know we have elongated the process with both the Energy East and Kinder Morgan pipeline projects to do further consultations. We will be taking lessons learned to make important permanent changes to environmental assessments in Canada and that is when we will want to have very serious conversations with industry leaders and association leaders on what works and what doesn't. My hope is that we can make this process more credible and that we can marginalize the extremes – those who don't want anything built anywhere anytime for any reasons and those who don't want any regulation and just want to build. There are a lot of people in between those perspectives with whom we can have a serious conversation. And that's why we are here.

Egan: You mentioned the conversations you had with U.S. Secretary of Energy Ernest Moniz and Mexico's Secretary of Energy, Pedro Joaquín Coldwell. How did natural gas factor in to those conversations?



Minister Carr: Natural gas is important to both of those countries. In fact, while we were in Houston, the Americans sent a ship load of LNG to Brazil. There is no question that natural gas is considered to be a major future source of

M. Egan : Avez-vous l'impression, par vos conversations avec les dirigeants autochtones, qu'il y a une volonté de faire avancer les projets dans les bonnes circonstances?

Le ministre Carr : Il y a autant de points de vue qu'il y a de communautés. Mais, si vous me demandez de généraliser quant aux valeurs qui importent aux communautés autochtones, il s'agit du respect de l'environnement naturel, de l'eau et de l'air, ainsi que des emplois et des possibilités pour les jeunes. Nous en avons beaucoup à apprendre de ces deux choses dans le contexte de ces communautés. Le premier ministre a dit qu'il n'y avait aucune relation plus importante que celle que nous entretenons avec les Premières Nations, et ce point de vue s'étend à l'ensemble de notre gouvernement. En fait, cette affirmation était au cœur de nos lettres de mandat ministériel. Le premier ministre a aussi dit que c'était la principale responsabilité du gouvernement du Canada d'assurer la durabilité sur le marché de nos ressources naturelles. Que veut-on dire par durabilité? On entend par cela qu'il faut tenir compte des conséquences sur l'environnement, et c'est pourquoi les émissions de GES en amont et une consultation sensée des communautés autochtones feront maintenant partie intégrante des principes à évaluer lorsque nous procéderons à l'examen de projets énergétiques. Je suis convaincu que c'est la bonne voie à suivre. Et, vous savez, nous avons prolongé le processus avec les projets de pipeline Énergie Est et Kinder Morgan en vue de procéder à de plus amples consultations. Nous tirerons profit des leçons apprises pour apporter d'importants changements permanents aux évaluations environnementales qui sont réalisées au Canada et c'est à ce moment que nous tiendrons de sérieuses discussions avec les chefs d'industries et les dirigeants d'associations sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. J'ai bon espoir que nous pourrions rendre ce processus plus crédible et marginaliser les extrêmes – ceux qui veulent interdire toute construction, quels qu'en soient le lieu, le temps et la raison, et ceux qui ne veulent aucune réglementation et qui ne souhaitent que construire. Il y a beaucoup de gens entre ces deux perspectives avec lesquels nous pouvons avoir d'importantes conversations. Et c'est pourquoi nous sommes ici.

M. Egan : Vous avez mentionné la conversation que vous avez eue avec le secrétaire de l'Énergie des États-Unis, Ernest Moniz et celle avec le secrétaire de l'Énergie du Mexique,

energy for the world.

Egan: Was innovation part of the conversation with Secretary Moniz and Secretary Coldwell?

Minister Carr: Yes, we have established six working groups on a variety of topics, innovation being key to those. Over the coming months, this conversation will certainly continue in a variety of forums. The Prime Minister met with President Obama March 10, there is a summit of North American leaders planned for later in the year, and there is a clean energy ministerial meeting in San Francisco in early June. These are all opportunities to assess what we have done so far on innovation.

Egan: What advice would you recommend to the Canadian natural gas industry?

Minister Carr: Align our combined objectives to help Canada as a respected, credible source of clean energy for the world. That is precisely what the government's objective

.....

“There is no question that natural gas is considered to be a major future source of energy for the world.” | « Il va sans dire que le gaz naturel est considéré comme une importante source future d'énergie pour le monde ».

.....

is and we want to make sure that Canada continues its leadership internationally as an energy producer. Our government knows how important natural gas is and collectively we have to sort out our regulatory process and our capacity to confirm consensus and community support.

Egan: Any last words for us?

Minister Carr: We need to stay talking all the time. This is all about finding common ground and to the extent to which we find it, is the extent to which we will achieve our common objective which is to get our energy to market with community support. And please continue to talk to me about how the industry is seeing the Canadian government as we work through these issues and principles. ■

Pedro Joaquín Coldwell. Comment le gaz naturel a-t-il figuré dans ces conversations?

Le ministre Carr : Le gaz naturel est important pour ces deux pays. En fait, lorsque nous étions à Houston, les américains ont acheminé un navire chargé de GNL au Brésil. Il va sans dire que le gaz naturel est considéré comme une importante source future d'énergie pour le monde.

M. Egan : L'innovation a-t-elle fait partie de la conversation avec le secrétaire Moniz et le secrétaire Coldwell?

Le ministre Carr : Oui, nous avons établi six groupes de travail sur divers sujets, l'innovation étant essentielle à ceux-ci. Au cours des mois à venir, cette conversation se poursuivra sans doute à diverses occasions. Le premier ministre rencontrera le président Obama ce printemps. En effet, un sommet des dirigeants nord-américains est prévu plus tard au cours de l'année et il y aura une réunion ministérielle sur l'énergie propre à San Francisco au début juin. Ce seront toutes de bonnes occasions d'évaluer ce que nous avons réalisé jusqu'ici en matière d'innovation.

M. Egan : Quels conseils donneriez-vous à l'industrie du gaz naturel?

Le ministre Carr : Harmonisons nos objectifs combinés afin de contribuer à faire du Canada une source respectée et crédible d'énergie propre pour le monde. C'est précisément ce qu'est l'objectif du gouvernement et nous voulons nous assurer que le Canada continue d'être un chef de file comme producteur d'énergie. Notre gouvernement sait combien le gaz naturel est important, et ensemble, nous devons clarifier notre processus réglementaire et notre capacité à en arriver à un consensus et à obtenir l'appui des communautés.

M. Egan : Avez-vous un dernier mot pour nous?

Le ministre Carr : Nous devons maintenir le dialogue de façon continue. Ce qui importe par-dessus tout, c'est de trouver un terrain d'entente et la mesure dans laquelle nous le trouverons sera la mesure dans laquelle nous atteindrons nos objectifs communs, c'est-à-dire d'amener notre énergie sur le marché avec l'appui des communautés. Et, continuez de parler avec moi afin que je sache comment votre industrie perçoit le gouvernement canadien et que nous puissions travailler ensemble sur ces questions et ces principes. ■



“Please continue to talk to me about how the industry is seeing the Canadian government as we work through these issues and principles.” | « Continuez de parler avec moi afin que je sache comment votre industrie perçoit le gouvernement canadien et que nous puissions travailler ensemble sur ces questions et ces principes ».



Enbridge Gas Distribution gives back at Winterlude | Enbridge Gas Distribution fait des dons au Bal de Neige

For 38 years, people from all over the world have attended events at Winterlude – an annual winter festival in Ottawa, Ontario and Gatineau, Quebec. One of the best parts is the 12th annual kick-off pancake breakfast, where Enbridge Gas Distribution employees served more than 3,000 pancakes, 240 litres of hot chocolate and 60 litres of maple syrup during the two-hour event. Joined by community leaders from municipal, provincial and federal governments, employees helped dish out pancakes and syrup to Winterlude attendees.



In addition to the breakfast, Enbridge volunteers set up a booth to educate people about the smell of natural gas. Patrons waiting in line were encouraged to take a Smelfie (a picture of their face reacting to the awful smell of natural gas). Toddlers, teens and senior citizens participated in the fun while learning how to keep safe.

Michael Wagle, Director of Network Operations, has been involved with Enbridge's free pancake breakfast since 2006 and says that this tradition is just one of the many ways the company gives back to the community and they have fun doing it. "We have a fantastic time meeting our customers, and the breakfast is one of the year's highlights for our Community Events team." ■

Depuis 38 ans, des gens venant de tous les coins du monde participent aux activités du Bal de Neige : un festival d'hiver annuel qui a lieu à Ottawa en Ontario et à Gatineau au Québec. L'un des meilleurs moments fut le 12^e déjeuner crêpes annuel de lancement du festival, au cours duquel les employés d'Enbridge Gas Distribution ont servi plus de 3 000 crêpes, 240 litres de chocolat chaud et 60 litres de sirop d'érable à l'occasion de cet événement de deux heures. Accompagnés des leaders communautaires des autorités municipales, provinciales et fédérales, les employés ont distribué des crêpes et du sirop aux personnes participant au Bal de Neige.

En plus du déjeuner, les bénévoles d'Enbridge ont dressé un stand pour sensibiliser les gens à l'odeur du gaz naturel. Pendant qu'ils faisaient la queue, les visiteurs étaient encouragés à prendre un « Smelfie » (une photo de leur visage pendant qu'ils respiraient l'odeur infâme du gaz naturel). Les jeunes enfants, les adolescents et les personnes plus âgées ont participé à l'activité avec enthousiasme, tout en apprenant à être prudents.

Michael Wagle, le directeur des opérations de réseaux, participe à l'organisation du déjeuner de crêpes gratuite d'Enbridge depuis 2006 et explique que cette tradition est l'une des nombreuses manières de contribuer à la collectivité pour la compagnie et tout le monde le fait avec beaucoup de plaisir. « Nous avons beaucoup de plaisir à rencontrer nos abonnés et le déjeuner est l'un des points culminants de l'année pour notre équipe d'événements communautaires ». ■



Dean Reeves, SaskEnergy Executive Vice President, and Bill Broda of Economy Plumbing & Heating (left) present the Volunteer Champion award to Horizon Credit Union representatives (center) at the Melville Millionaires game. | [Dean Reeve, vice-président exécutif de SaskEnergy, et Bill Broda d'Economy Plumbing & Heating \(à gauche\) présentent le prix des bénévoles champions de SaskEnergy aux représentants de la Horizon Credit Union \(au centre\) lors d'un match organisé à Melville.](#)



Local SaskEnergy employees and KidSport members at the Weyburn game night. | [Les employés locaux de SaskEnergy et les membres de KidSport à la partie de Weyburn.](#)

Goals for KidSport – A Winning Combination for All | *Goals For KidSport – Une combinaison gagnante pour tous*

SaskEnergy is well known for creative community initiatives and *Goals For KidSport* is another winner. A sponsorship request from the Saskatchewan Junior Hockey League (SJHL) turned into a successful, three-way collaboration with two good causes. Since 2014, *Goals for KidSport* has provided valuable sponsorship for junior hockey teams in 11 communities and generated just over \$46,000 for Saskatchewan families in need of a helping hand to register children in sports.

.....

“SaskEnergy offered a “charity of choice” donation on behalf of the lucky player who scored the 1,000th goal.” | « SaskEnergy offre à un « organisme de bienfaisance de choix » un don au nom du joueur chanceux qui marque le 1 000^e but ».

.....

The glory of winning the *KidSport Cup* and a \$500 team prize was extra incentive for competitive players to score the most home goals in a season, and raise the most money for their local KidSport Chapter at \$20 per goal. SaskEnergy offered a “charity of choice” donation on behalf of the lucky player who scored the 1.000th goal that would mark SaskEnergy’s season total of \$20,000 for KidSport.

Season two is almost complete and the SaskEnergy Network Members have joined in, particularly as volunteers for game nights in their community. This SaskEnergy driven collective of plumbing and heating contractors and retailers was invited to help with game night fundraising in all SJHL communities, and to help present SaskEnergy Volunteer Champion Awards which recognized outstanding volunteers nominated by each junior hockey team. ■

SaskEnergy est bien connue pour ses initiatives communautaires créatives, dont *Goals for KidSport*, une combinaison gagnante. Une demande de parrainage de la *Saskatchewan Junior Hockey League (SJHL)* (ligue de hockey junior de la Saskatchewan) est devenue une collaboration à trois voies réussie avec deux bonnes causes. Depuis 2014, *Goals for KidSport* a fourni un parrainage précieux aux équipes de hockey junior dans 11 collectivités et a généré un peu plus de 46 000 \$ pour les familles de la Saskatchewan qui ont besoin d’un coup de main pour inscrire les jeunes à des activités sportives.

L’honneur de remporter la coupe *KidSport* et un prix d’équipe de 500 \$ encouragent les joueurs compétitifs à marquer le plus de buts à domicile en une saison et à amasser des fonds pour la section locale de *KidSport*, un montant de 20 \$ par but étant versé à l’organisme. SaskEnergy offre à un « organisme de bienfaisance de choix » un don au nom du joueur chanceux qui marque le 1 000^e but de la saison; cette année, c’est donc 20 000 \$ qui seront réunis pour *KidSport*.

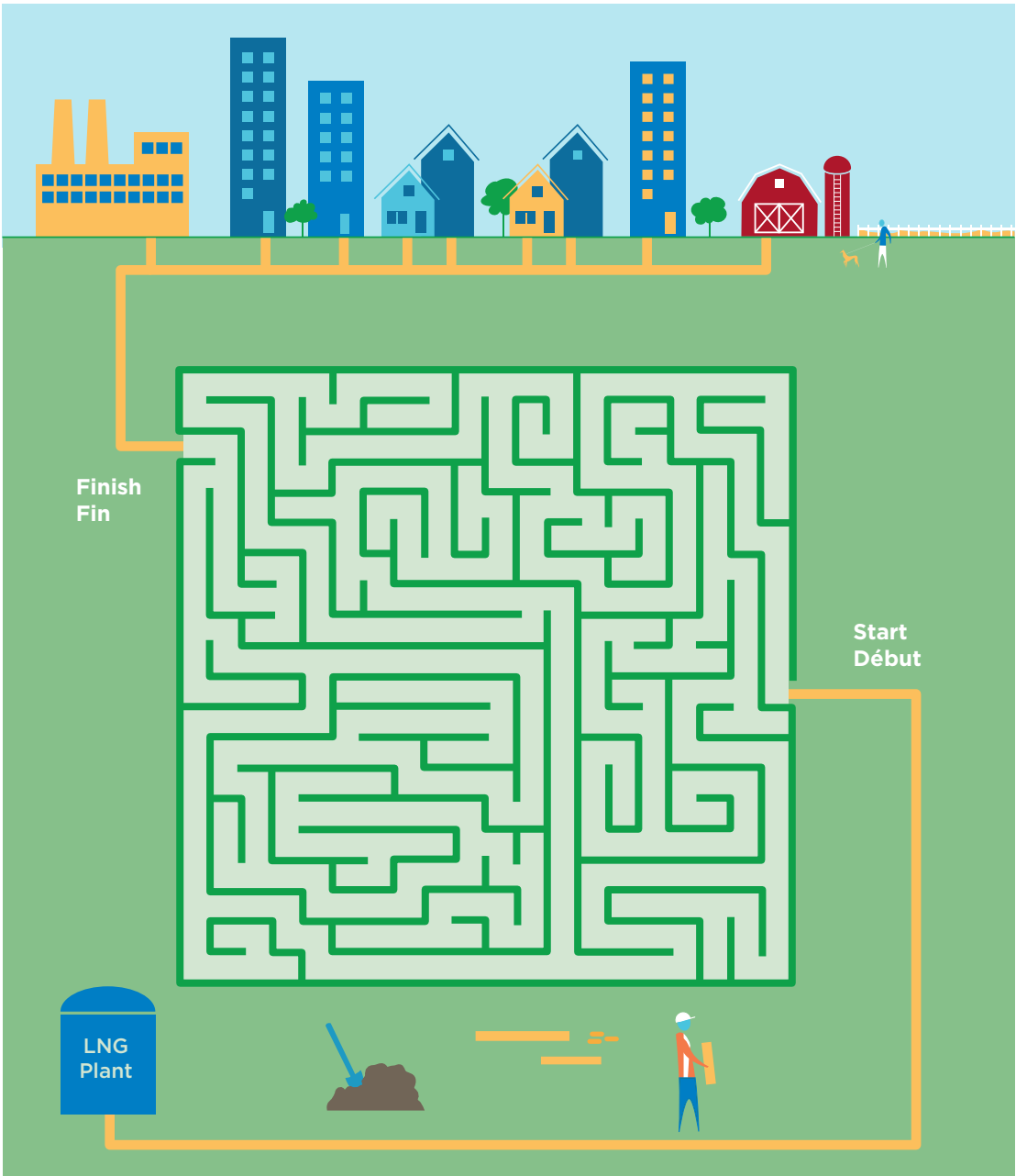
La deuxième saison tire à sa fin et les membres du réseau SaskEnergy y participent assidûment, particulièrement à titre de bénévoles pour les soirées de match dans leur collectivité. Ce collectif composé d’entrepreneurs et de détaillants en plomberie et chauffage de SaskEnergy a été invité à aider à amasser des fonds lors des matchs tenus dans toutes les collectivités de la SJHL et à présenter les *SaskEnergy Volunteer Champion Awards* (prix des bénévoles champions de SaskEnergy) qui reconnaissent les efforts de bénévoles exceptionnels désignés par chaque équipe de hockey junior. ■



Connecting Communities | Brancher les collectivités

The average Canadian customers save around \$2,000 (residential) and \$15,000 (medium commercial) per year on their energy costs by using natural gas. Help this community reap these savings too.

Les clients commerciaux et résidentiels canadiens moyens économisent entre 2 000 \$ (résidentiel) et 15 000 \$ (moyenne entreprise) par année sur leurs coûts d'énergie en utilisant le gaz naturel. Veuillez aider cette communauté à aussi économiser sur leurs coûts d'énergie!





**CREUSER SANS S'INFORMER,
ÇA PEUT COÛTER CHER!**

CliquezAvantDeCreuser.com

www.energymag.ca

